

PARTAGEONS LES EXPÉRIENCES



**PEV - Madagascar
2018-2019**

Formation des Points Focaux à Antananarivo, janvier 2019,
Débat multi-acteur à Tamatave, mars 2019,
Remise de prix lors du concours " Vaky sôva, slam, poésie " à Fianarantsoa, février 2019,
Monitoring des médias à Antananarivo, mai 2019,
Prise de son pour l'émission Farimbona (sur les rôles des FDS) à Mahatony Saovimasoandro,
novembre 2018,
Lancement du projet à Ibis Antananarivo, mars 2018.



Crédit photo ©

ECES Madagascar, Coalition des radios pour la consolidation de la paix,
KMF/CNOE Fanambeazana olompirenena et Liberty 32



Edition octobre 2019

AVANT PROPOS

Ce document d'auto-capitalisation regroupe les réalisations et acquis du projet d'appui à la prévention et à la gestion de conflits et violences liés aux élections à Madagascar (ou PEV Madagascar – www.pevmadagascar.eu) afin de pouvoir les utiliser dans les prochains processus électoraux. Il résulte des documents produits (termes de références et rapports divers) par les organisations de mise en œuvre du projet dont pour :

- ECES les études (de violence électorale), les manuels et les rapports de formations et le guide des citoyens,
- CID les rapports sur le monitoring des médias et le monitoring de violence électorale,
- KMF/CNOE les rapports des cadres de concertation,
- Coalition des radios les rapports des émissions radiophoniques,
- Liberty 32, en consultation avec AUProG, les rapports sur les initiatives des jeunes.

Ce document basé sur les expériences tirées du PEV Madagascar vise à inspirer, sensibiliser, orienter et mobiliser toutes les parties prenantes dans la prévention et la gestion de conflits électoraux et offre des pistes d'action pour promouvoir le processus démocratique à Madagascar et ailleurs. En effet, il constitue un outil précieux au service de la consolidation de la paix de tous les acteurs électoraux.

Pour rappel, PEV Madagascar est mis en œuvre par le Centre Européen d'Appui Electoral (www.eces.eu) en partenariat avec les organisations de la société civile malgache pour une durée de 22 mois (janvier 2017 – octobre 2019). Ce projet se veut une continuité des interventions d'ECES à Madagascar depuis le cycle électoral de 2013 et se base sur les leçons apprises, acquises et partenariats des projets ultérieurs tels que le « Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections » (PACTE) et le projet « Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité » (INCIPALS) mais également le projet régional « Preventing Electoral Violence in the countries of the SADC region » (PEV SADC).

Financé par l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de l'Union européenne, l'action vise à contribuer à créer un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche.



Le présent document a été élaboré avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de son auteur et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

TABLE DES MATIÈRES

ABREVIATIONS ET ACRONYMES	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
LISTE DES PHOTOS	8
DEFIS DU CONTEXTE D'INTERVENTION DU PROJET PEV MADAGASCAR.....	9
1.Réalisation d'études :	11
2.Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide :	12
Partie I : SYSTEME D'ALERTE PRECOCE	22
1.Les résultats du monitoring de violences :	23
2.Monitoring des médias.....	30
3.La Situation room :	46
4.Partage des résultats d'analyse	51
PARTIE II : INITIATIVES DE REPONSES	53
1.Promotion d'espace de dialogue	55
2.Emissions audio-visuelles : émissions radios (débat, spots), spots TV.....	64
3.Initiative des jeunes	75
4.Formation des professionnels de l'information sur le « journalisme sensible aux conflits »	93
PARTIE III : SYNERGIE D'ACTION	98
1.Guide des citoyens	100
2.Atelier multi-acteurs :	101
3.Un partenariat entre les acteurs de la société civile.....	107
4.Complémentarité des actions :	113
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	115
PRESENTATION DES STRUCTURES	118
1.ECES (ou Centre Européen d'Appui Electoral)	119
2.KMF/CNOE :	120
3.Liberty 32.....	121
4.Coalition des radios pour la consolidation de la paix.....	122
5.AUProG.....	123
6.CID	124

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AUProG	Association des Universitaires pour la Promotion du Genre
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
CEC	Comité d'Echanges et de Conseils
CEDII	Centre d'Echanges, de Documentation, d'Informations Inter-Institutionnelles
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CFM	Conseil du Fampihavanana Malagasy
CICR	Comité Internationale de la Croix Rouge
CLRE	Commission Locale de Recensement des Electeurs
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CRM	Croix Rouge Malagasy
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
EMMO	Etat-Major Mixte Opérationnel
EVER	Election, Violence, Evaluation, Résolution
FANDIO	Fifidianana Antoka ho an'ny Daholobe Ifantenana Olombanona
FANOA	Fifidianana ANdraisan'ny Olompirenena Andraikitra
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
HCDD	Haut Conseil de Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
IcSP	Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix
IFES	International Foundation for Electoral Systems
JEP	Justice et Paix
KMF-CNOE	Comité National d'Observation des Elections – Education des Citoyens
MOE UE	Mission d'Observation Electorale de l'Union européenne
OGE	Organismes de Gestion des Elections
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civiles
PEV	Preventing Electoral Violence
PFNOSC	Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civiles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RALE	Révision Annuelle de la Liste Electorale
ROHY	Rindran'ny Olompirenena Hiarovana ny Iaraha-manana
SADC	Southern African Development Community
UA	Union Africaine
UMM	Unité de Monitoring des Médias
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide du PEV Madagascar
Graphique 2 :	Evolution des incidents de violence électorale
Graphique 3 :	Typologie de la violence électorale
Graphique 4 :	Manifestation des violences électorales selon les types d'élections
Graphique 5 :	Catégorie d'auteurs de la violence électorale
Graphique 6 :	Catégorie d'auteurs des violences électorales selon les types d'élections
Graphique 7 :	Catégorie de victimes des violences électorales
Graphique 8 :	Catégorie de victimes des violences électorales selon les types d'élections
Graphique 9 :	Conséquences des incidents de violence et pourcentage selon les types d'élections
Graphique 10 :	Signalements enregistrés durant les jours de scrutin
Graphique 11 :	Profil des participants du symposium des jeunes
Graphique 12 :	Profil des participants lors des ateliers multi-acteurs

LISTE DES PHOTOS

Partage de Mme Voahangy Raveloson (Coordinatrice Nationale du KMF-CNOE- Education des citoyens) des acquis lors du voyage d'étude au Sénégal, février 2018

Formation des coordonnateurs régionaux à Antsahavola – Antananarivo, mars 2018

Equipe de monitoring des médias et monitoring de violence électorale

Hôtel Ibis Antananarivo, octobre 2019

Analystes du monitoring des médias et de violence électorale

Situation Room du novembre 2018

Situation room, décembre 2018

Situation room, mai 2019

Réunion du comité d'échanges et de conseils, septembre 2018

Réunion du comité d'échanges et de conseils, janvier 2019

Débat multi-acteurs à Fianarantsoa, avril 2018

Débat multi-acteur à Majunga, juillet 2018

Débat multi-acteurs à Diego, février 2019

Cadre de concertation à Andapa, avril 2019,

Cadre de concertation à Sambava, Juillet 2018

Cadre de concertation communautaire à Ambohimahitsy, janvier 2019

Cadre de concertation à Antsohihy, août 2018

Cadre de concertation à Antsohihy, août 2018

Cadre de concertation à Diego I, août 2018

Prise de son avec le représentant de Andrimaso, de la Gendarmerie, et de Transparency International Madagascar, juillet 2018

Prise de son avec les représentants de FDS (Armée et Gendarmerie, novembre 2018

Prise de son avec les partisans des deux candidats à l'élection présidentielle, décembre 2018

Prise de son avec le représentant de la CENI et, mars 2019

Prise de son avec le représentant de la CENI et un Blogger, août 2018

Prise de son avec les acteurs lors de la production du théâtre radiophonique, mars 2019

Exemple de messages identifiés par les jeunes lors des séminaires en 2018

Flashmob à l'université d'Antananarivo, mai 2018

Flashmob sur le bord de Majunga, juillet 2018

Emission spéciale de la Radio Don Bosco en novembre 2018 et mai 2019

Sensibilisation des rues effectuées par les jeunes dans différents districts

Finale du concours « Slam, Vaky sôva, poésie » à l'Alliance Française de Fianarantsoa, février 2019

Théâtre de la rue effectué par les jeunes, Talatamaty, juillet 2019

Formation des journalistes à Antananarivo en mai 2018 et à Toamasina, mars 2019

Atelier d'échanges multi-acteurs à Mahajanga, octobre 2018

Atelier d'échanges multi-acteurs à Fianarantsoa, octobre 2018 Atelier d'échanges multi-acteurs à Toamasina, mars 2018

Atelier d'échanges multi-acteurs à Toliara, avril 2019

Atelier d'échanges multi-acteurs à Diego, avril 2019

Atelier d'échanges multi-acteurs à Antananarivo, septembre 2019

Les coordonnateurs PEV de la région DIANA

Formation des points focaux à Fianarantsoa, avril 2018

Formation des points focaux à Antananarivo, mai 2018

Formation des points focaux à Toamasina, mai 2018

Formation des points focaux à Toliara, juin 2018

Formation des points focaux à Morondava, juin 2018

Formation des points focaux à Majunga, juillet 2018

Formation des points focaux à Diego, août 2018

DEFIS DU CONTEXTE D'INTERVENTION DU PROJET PEV MADAGASCAR

Le contexte d'élaboration du projet, fin 2017, se caractérisait par plusieurs défis. Le pays, malgré son retour à l'ordre constitutionnel en 2013, figure encore parmi les pays les plus fragiles au monde pour ce qui est de la stabilité. La publication 2017 du Fond pour la paix présente Madagascar à la 55^{ème} place sur 178 pays dans l'indice des Etats fragiles. Parmi les facteurs de risque identifiés, figure le climat politique tendu et une réconciliation nationale non achevée vu que le dialogue politique avait stagné. Un autre risque se trouve dans une certaine déconnexion des populations des systèmes de gouvernance par l'insuffisance d'un espace de mobilisation et de participation permanente des citoyens dans le suivi des actions politiques. Cette situation se traduit également par la faible redevabilité et obligation de rendre compte des gouvernants dans la gestion des affaires publiques et la prise en compte des préoccupations citoyennes. Ainsi, il a été constaté **un déclin de la confiance accordée aux élus**. Ce constat se traduisait dans une croissance des taux d'abstention lors des élections.

En ce qui concerne, le secteur de la sécurité, en général, les analyses de ce secteur, amenaient à constater que les forces de défense et de sécurité n'étaient pas toujours en mesure de répondre pleinement aux besoins de sécurité de la population et sont souvent perçues par la population comme étant faibles, inefficaces et même parfois impliquées dans la perpétration d'abus et de violation des droits de l'Homme. Par conséquent, **un sentiment de méfiance existait de la part de la population vis-à-vis des forces de l'ordre**.

De plus, le contexte de fin d'année 2017, montrait des signes d'un malaise généralisé créant un climat pré-électoral tendu avec beaucoup d'incertitudes. Les questions comme celles liées à l'encadrement juridique des élections, l'inclusivité du processus (tant au niveau de la participation citoyenne et politique), sa crédibilité et sécurisation, le calendrier restait sans réponses créant un climat de tension qui avait le potentiel de dégénérer en crise si elles n'étaient pas traitées dans les meilleurs délais. Par ailleurs, l'élection présidentielle allait probablement confronter les protagonistes de la crise de 2009. Il était également constaté qu'un besoin en renforcement **d'expériences et d'expertises existait en matière d'actions de prévention, d'atténuation et de gestion de conflits et violences**.

Pour répondre à cette situation, l'Union européenne à travers l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) a permis la mise en œuvre du projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections ou PEV Madagascar. Ce projet vise à contribuer à créer un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche. Les organisations de la société civile et les médias sont idéalement placés pour créer des liens entre les différents acteurs et des passerelles entre ces acteurs et la population en générale. Il s'agit donc principalement d'un accompagnement de ces acteurs à travers l'amélioration de leur performance à promouvoir une culture de paix et de tolérance et à travers le renforcement de leurs capacités dans la prévention de conflit, construction de la paix et la préparation aux crises potentielles.

Ainsi, l'objectif global du projet est de contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections en appuyant et accompagnant la société civile et autres acteurs clés dans la création d'un processus électoral apaisé.

L'objectif spécifique consiste au renforcement des capacités de la société civile, des médias et autres parties prenantes, y compris les forces de sécurité, à travers le dialogue, la mise en place d'une confiance mutuelle et la collaboration dans la prévention de conflits et violences liés aux élections.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide.
- Des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, médias et l'administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités.
- Le journalisme sensible aux conflits est appliqué et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outils d'alerte précoce et de réponse rapide et un public plus large pour la paix et la tolérance est sensibilisé.

En effet, les actions qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs se reposent sur 3 axes majeurs : le système d'alerte, les initiatives de réponses et la synergie d'action. Pour un souci d'efficacité, une étude au début du projet a été entamée avant de mettre en place le pilier qu'est le système d'alerte précoce et de réponse rapide.

1. Réalisation d'études :

« Gérer, c'est prévoir », et pour prévoir, il faut connaître l'histoire et le contexte. C'est pourquoi, une étude sur les « **Violences électorales à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits** » a été effectuée. De plus, l'étude permet d'approfondir la compréhension du contexte pour mieux orienter les actions.

Elle s'inscrit dans une volonté d'une meilleure connaissance et compréhension des problématiques de violences électorales à travers l'histoire postcoloniale malgache tout en s'inscrivant dans une démarche comparative. Elle est basée sur la méthodologie d'analyse d'économie politique des protagonistes du processus tels que les acteurs politiques, les forces de défense et de sécurité, les institutions impliquées dans le processus électoral, les autorités religieuses, traditionnelles et locales et les organisations de la société civile. Une série d'enquêtes qualitatives, d'entretiens a été menée à l'égard de cet ensemble d'acteurs en vue de comprendre les questions relatives aux défis sécuritaires et aux violences liées aux élections résultant de la combinaison de divers facteurs : présence de "zones rouges", absence de l'autorité de l'Etat, manipulation des "civils" et politisation des forces de défense et de sécurité. Cela permet une identification des acteurs, une cartographie des zones de violence afin de mettre en avant les risques potentiels, les « points chauds » ou zones rouges liées au contexte politique et électoral et les initiatives existantes en matière de prévention de conflits en vue de disposer d'informations et d'orientations claires et fiables pour la mise en place du système d'alerte précoce.

L'étude a été adaptée par rapport à l'évolution du contexte et à l'avancée des différentes activités du projet PEV Madagascar.

La première version de l'étude a été présentée lors du lancement officiel du projet le 13 mars afin de recueillir les feedback et conseils des acteurs présents. L'étude a été également discutée lors de la séance de formation des coordinateurs du dispositif d'alerte précoce.

Les résultats de l'étude servaient d'introduction des débats publics et de base dans les différents ateliers.





L'étude a été mise à jour en intégrant les données et expériences du cycle électoral 2018 - 2019. Cette étude s'intitule « Gestion de la violence électorale pour la consolidation de la démocratie à Madagascar ».

Ces études ont été distribuées aux différentes institutions (à savoir HCC, CENI, CNIDH, BIANCO, CFM, HCDDDED, Assemblée nationale, Sénat), aux partis politiques, aux responsables des médias, aux organisations de la société civile, aux différentes autorités (administratives, religieuses et traditionnelles), aux forces de défenses et de sécurité.

Des versions électroniques sont disponibles.

Il est important de connaître l'histoire, comprendre le contexte, identifier les acteurs et les initiatives existantes pour orienter les interventions afin de viser la pertinence et l'efficacité des actions à entreprendre.

2. Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide :

Le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide est le fondement du projet d'appui à la prévention et la gestion des conflits/violences liés aux élections. Pour le mettre en place, l'équipe du projet s'est inspirée des expériences d'autres pays. En effet, un voyage d'étude au Sénégal a été réalisé permettant de comprendre le fonctionnement du système et de réfléchir sur le modèle pour Madagascar. Des échanges ont également été organisés avec des experts venant du Mali et Burkina Faso.

A la suite de ces échanges, l'équipe du projet a développé un logiciel adapté au contexte et réalité de Madagascar. Parallèlement, le comité de pilotage du projet (les membres du consortium de mise en œuvre du projet) a réfléchi sur la stratégie de mise en place et de bon fonctionnement du dispositif en vue d'obtenir des résultats significatifs en matière de prévention et de gestion de conflits et violences potentiellement liés aux élections.



Partage de Mme Voahangy Raveloson (Coordinatrice Nationale du KMF-CNOE- Education des citoyens) des acquis lors du voyage d'étude au Sénégal, février 2018

L'objectif du système d'alerte précoce consiste principalement à rendre disponibles et accessibles les informations locales parvenant du terrain ainsi que les contenus d'analyses résultant des observations et ce, afin que les actions de réponses aux conflits et violences électorales soient davantage opportunes et pertinentes.

Les informations venant du réseau de lanceurs d'alerte sont complétées par les analyses faites des foyers de tensions véhiculés à travers les médias grâce à l'une unité de monitoring des médias. Cette unité de monitoring des médias produit, de façon quotidienne une revue de presse résumant les actualités électorales, politiques et sécuritaires, de façon hebdomadaire, des notes sur la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale. Elle produit aussi des « Flash Report » en cas d'incident et pour la période de la campagne électorale, un suivi spécifique des réseaux sociaux et des discours des candidats a été effectué.

L'institution de la « Situation room » durant les jours de scrutin constitue une grande valeur ajoutée du dispositif d'alerte précoce.

Ainsi, le fonctionnement du dispositif d'alerte et de réponse rapide est articulé autour de trois grands axes :

- La plateforme d'alerte précoce, alimentée à la base par les citoyens à travers les organisations de la société civile, comprenant le monitoring des médias, le monitoring de violences électorales et l'institution de la Situation room.
- Les réponses organisées à travers la promotion d'espace de dialogue (débat et cadres de concertation), les émissions audiovisuelles, la sensibilisation des acteurs médiatiques et les initiatives de jeunes.
- La synergie d'actions.

2.1) Monitoring de violence électorale

a. Objectifs :

Le monitoring de la violence électorale consiste à :

- Etablir une cartographie actualisée des zones sensibles et des points chauds ;
- Déterminer la spécificité de la violence électorale durant le processus électoral à travers sa manifestation, ses acteurs, ses causes et ses conséquences ;
- Documenter la violence électorale afin d'améliorer les dispositifs de prévention ou d'atténuation ultérieurs.

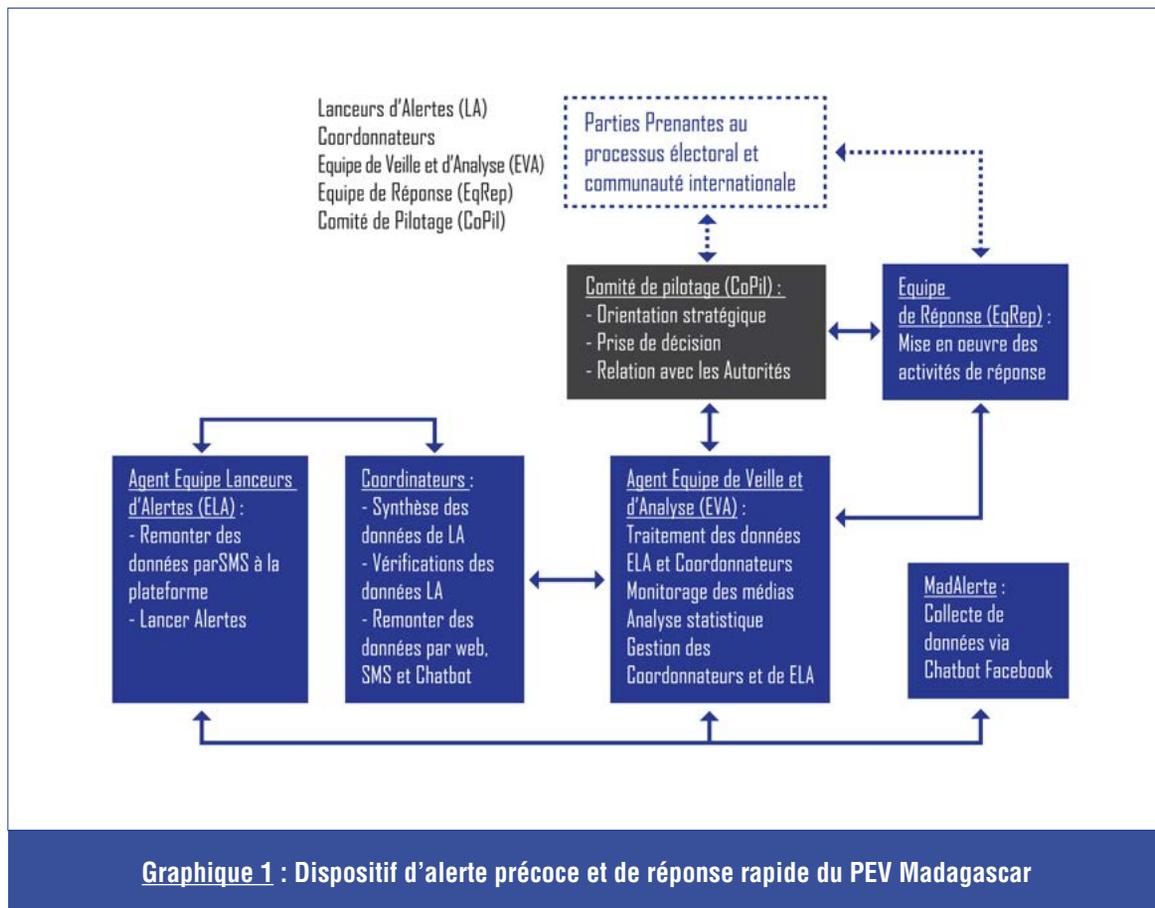
b. La méthodologie

Elle est basée sur :

- Crowdsourcing (Information citoyenne) selon la méthodologie EVER (Election, Violence, Evaluation, Résolution), développée par le programme International Foundation for Electoral Systems (IFES),
- Cartographie satellite et statistiques en temps réel,

- Interface spécifique pour les autorités compétentes partenaires,
- Cellule de veille opérationnelle les Jours J,
- Analyse quantitative.

2.2) Les composantes :



Graphique 1 : Dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide du PEV Madagascar

a. Les lanceurs d'alertes :

Les points focaux qui sont des membres de la société civile sont des « lanceurs d'alertes » au niveau local, à partir d'une observation sur terrain. Ils sont établis dans différentes communes de la région d'intervention du projet.

Ces points focaux qui sont des volontaires ont été recrutés suite à un appel public et formés.

En tout, 195 points focaux issus de 33 organisations de la société civile, venant des 22 régions de Madagascar alimentaient le dispositif de mars 2018 en septembre 2019.

**REPARTITION DES POINTS FOCaux DANS LES REGIONS
(avec les districts)**



Organisations sources des PFs :

- KMF-CNOE,
- AEDM,
- AI Nadjah
- FIZAFATO,
- Heros,
- TM Manja
- TTF Sambava
- Liberty 32,
- AEDUT,
- ALGG
- AJNA
- PFNOSC
- Betsimama
- Conservateurs Andapa,
- JEP,
- AEMT
- Scout
- TAFATAFA
- Mahery,
- Tolotsoa
- AUProG
- Ahlol Sait Mada
- Mahatsangy
- Miramandroso
- Fanilon'i M/ara
- FIMAMI
- SAVA Reporters
- AGIRS
- AJIPAD
- CRM
- MPITIB
- AETM
- Lore Islam

Carte : Répartition des points focaux dans les régions de Madagascar

b. Les coordonnateurs :

Les 20 coordonnateurs (dont 9 femmes) sont issus des OSC et gèrent plusieurs fonctions :

- Ils jouent le rôle de « lanceurs d'alertes » lorsqu'ils identifient des cas au niveau des localités où ils sont établis.
- Ils coordonnent les activités des Points focaux œuvrant dans leur région d'intervention. A ce titre, ils ont pour mission de collecter les données relatives aux alertes lancées dans leur région d'intervention (Documentation de l'information) mais surtout, de recouper les informations afin de garantir leur fiabilité avant de remplir le formulaire d'analyse et de transmettre les données à l'unité centrale.
- Ils ont aussi pour rôle d'organiser et de participer aux activités de réponses à savoir les cadres de concertation et de dialogue mis en place dans le cadre de la prévention et de gestion des conflits électoraux.

Les coordonnateurs sont issus des organisations mettant en œuvre directement le projet PEV Madagascar (KMF/CNOE, Liberty 32, AUProG).

Ils viennent des 8 régions de Madagascar : DIANA, SAVA, BOENY, ANALAMANGA, HAUTE MATSIATRA, MENABE, SUD OUEST et EST.



Formation des coordonnateurs régionaux à Antsahavola – Antananarivo, mars 2018

c. L'équipe de Veille et d'Analyse :

Il s'agit de l'élément central du système d'alerte précoce et de réponse rapide, ayant pour principales missions de :

- Gérer le système d'informations, la base de données et l'interface publique (site Web).
- Garantir la fiabilité des informations.
- Procéder à une l'analyse qualitative et quantitative des données afin d'alimenter les activités du comité de pilotage et des acteurs de réponses.



**Equipe de monitoring des médias et monitoring de violence électorale
Hôtel Ibis Antananarivo, octobre 2019**

Dans cette équipe, il y a ceux qui assurent le monitoring des médias et ceux qui s'occupent du monitoring de violences électorales.

L'unité de monitoring des médias (UMM):

Cette unité est dédiée aux activités d'analyse des contenus et discours des médias. Elle alimente le système d'alerte et/ou contribue au recoupement de l'information.

L'unité de monitoring de violences électorales

Cette unité assure le traitement des informations (classement, identification, recoupement, analyse et publication).

Le Pool de recoupement :

Il s'agit d'un ensemble de partenaires et de personnes ressources, ayant le mandat, les compétences et la légitimité d'affirmer ou d'infirmer l'information contenue dans

l'alerte (CENI et ses démembrements, médias locaux, réseau ANDRIMASO, forces de sécurité - EMMO composé de la Police nationale, la gendarmerie et l'Armée-les autorités locales ...).

Le comité de pilotage et d'orientation :

Il s'agit d'un comité interne, composé de l'ensemble des partenaires mettant en œuvre le projet, ayant pour rôle d'analyser les données provenant de l'unité centrale afin d'orienter les actions de réponses pour qu'elles soient appropriées à la situation. Ce comité assure aussi la relation avec les parties prenantes au processus électoral.

Le comité d'échanges et de conseils :

Il s'agit d'un comité, composé des parties prenantes au processus électoral et les acteurs de la communauté internationale impliqués dans le processus pour échanger sur les informations disponibles et ce, afin d'établir des réponses adéquates au plus haut niveau dans un esprit de coordination et de complémentarité.

d. L'interface publique

Il s'agit de la plateforme accessible au public, sous la forme d'un site Web. Il permet de visualiser les données sur la carte géographique de Madagascar et toutes autres informations. Il se compose essentiellement d'une cartographie des cas de violences électorales et des statistiques d'analyse des alertes validées.

Image : Aperçu du site web de la plateforme d'alerte précoce

L'objectif consiste principalement à rendre disponibles et accessibles les informations locales parvenant du terrain ainsi que les contenus d'analyses résultant des observations et ce, afin que les actions de réponses aux conflits et violences électorales soient davantage opportunes et pertinentes. À cet effet, Alerte Mada se dote de trois principales fonctionnalités, à savoir les incidents de violence électorale, les informations locales et les actualités et les analyses.

d.1) La cartographie des Incidents de violence électorale :

L'objectif consiste à présenter des données d'analyse actualisées du phénomène de violence électorale qui se manifeste depuis le début du projet PEV Madagascar jusqu'à la date de consultation de la plateforme publique. Les résultats d'analyse présentés à travers les différents graphiques portent sur trois niveaux, à savoir les Types de violences électorales, les Auteurs des incidents de violences électorales et les Victimes.

Les incidents considérés comme violence électorale sont placés dans une dimension spatio-temporelle par le biais de la géolocalisation sur une carte géographique.

Au niveau de la présentation de la carte, la version « images satellites » utilisée a permis de préciser la géolocalisation de l'incident de violence électorale en vue de renforcer son « exactitude ».

Une interaction entre le cas de violence présenté dans la liste latérale et sa situation géolocale sur la carte est opérationnelle afin de rendre l'utilisation davantage confortable et pertinente. Par conséquent, il suffit à l'utilisateur de sélectionner un incident dans le listing pour que la vue sur la carte se focalise sur la zone où il s'est manifesté, tandis que le marqueur qui lui est dédié indique l'endroit, dans la mesure du possible.

Une statistique en temps réel sur le phénomène de violence électorale observé, à partir bien évidemment des incidents relevés et rapportés sur la plateforme, est mise en place.

d.2) Les informations locales

Les signaleurs d'alertes ont pour rôle de rapporter les incidents de violence électorale et de tout événement pertinent par rapport à l'objectif de prévention de conflits électoraux et qui se manifeste au niveau local. Ces informations présentent ainsi les facteurs potentiels de violences liées élections et au climat électoral, au niveau des localités d'intervention. Elles sont également cartographiées sur une carte dite « choroplèthe » autrement dit un classement par zone, plus précisément par District et non, à travers des points de géolocalisation.

Les informations locales sont présentées sous un format télégraphique, pour davantage de praticité et se subdivisent en 4 catégories, à savoir l'Insécurité, les Foyers de tension, les Activités électorales et la Dynamique politique.

- L'insécurité : il s'agit d'informations locales rapportant des cas d'insécurité mais essentiellement ceux qui sont susceptibles de porter atteinte au bon déroulement du processus électoral, en l'occurrence les attaques de Dahalo (les voleurs de zébus ou les bandits) étant donné qu'elles impactent fortement sur la paix sociale.

- Les Foyers de tension : il s'agit d'évènements ou de situations de conflits locaux mais établis sur une échelle conséquente et qui constituent des menaces potentielles à l'apaisement, nécessaire à la réussite du processus électoral.
- Les Activités électorales : il s'agit d'informations se rapportant directement au domaine des élections et qui dressent un état des lieux du processus au niveau local, notamment en termes de préparatifs et d'ambiance politique.
- La Dynamique politique : il s'agit d'informations principalement d'ordre politique se rapportant majoritairement aux activités de l'Administration et du Gouvernement sortant au niveau des localités d'intervention.

The screenshot displays the 'Alerte Mada' platform interface, organized into three main columns of news items, each with a distinct header:

- INCIDENT DE VIOLENCE ELECTORALE (Red Header):** Lists incidents such as 'Tentatives de corruption par des représentants d'un candidat député du 5ème Arrondissement' (06 juin 2019) and 'Arrestation musclée et "arbitraire" lors d'une manifestation de contestation des résultats à Belo-sur-Tsiribihina' (30 mai 2019).
- FLASH-REPORT (Purple Header):** Features reports like 'Déclaration officielle de Marc Ravalomanana : Appel aux Malgaches à se lever pour défendre leur voix.' (23 décembre 2018) and 'URGENT : Des décès dans une émeute devant les bureaux de la gendarmerie d'Andapa (17h)' (24 octobre 2018).
- INFORMATIONS LOCALES (Yellow Header):** Contains local news such as 'Pause de la première pierre pour la construction de l'EPP Manarapenitra du CEG Mahamanina' (28 septembre 2019) and 'Affichage de la liste définitive des candidats retenus aux élections communales dans le District Moramanga' (27 septembre 2019).

Below the news columns is a green banner titled 'PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE' featuring logos for several partners: ECES (Centre Européen d'Appui Electoral), Liberty 32 (Ensemble, construisons un lendemain meilleur), KMF CNOE (FANABEAZANA OLOMPIRENENA), and Communication Idea Development (HAI SERASERA MANONGA DIA).

Par ailleurs, un système de filtres permet de manipuler les informations disponibles et ce, afin de rendre l'utilisation de cette fonctionnalité davantage pratique et confortable.

d.3) Les analyses :

Les rubriques « Facteurs externes » et « Flash Reports », disponibles sur la première version de la plateforme Alerte Mada, sont placées dans cette dernière fonction. La première comprend des essais d'analyse de la situation politico-électorale nationale avec un focus particulier sur les potentielles menaces au processus tandis que la seconde, vise toujours à alerter en temps en réel sous le format « dépêches », mais uniquement lorsque c'est nécessaire.

Cette fonction centralise également toutes les informations et données disponibles sur la plateforme. Une fonction de filtrage selon l'évolution du contexte politique et électoral est ainsi disponible et ce, afin de permettre de les classer selon les différentes situations qui se sont conjugué depuis la mise en œuvre du projet PEV Madagascar. L'objectif

consiste à faciliter la compréhension du contexte politico-électoral qui déterminera la qualité des échéances à venir et à évaluer le climat électoral, afin de soutenir les partenaires et autorités compétentes dans leurs activités de prévention et de gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections.

d.4) La fonction Notifications Push

La technologie Notification Push est disponible et vise à avertir les utilisateurs, par le biais d'une bulle d'alerte, dès que la plateforme est actualisée et ce, sans qu'ils aient besoin de garder le site Web ouvert sur leur navigateur ou de le consulter systématiquement.

AVANTAGES DU SYSTEME D'ALERTE

- ☛ Impliquer autrement les citoyens au processus électoral (en tant qu'observateur/lanceur d'alerte),
- ☛ Informer en continu les partenaires dont les autorités compétentes sur le climat électoral et de tension locale,
- ☛ Alerter en temps réel sur l'émergence de facteurs potentiels de violence et d'incidents de violence électorale,
- ☛ Alimenter la réflexion sur les décisions et les mesures de prévention de conflits,

Partie I :
SYSTEME D'ALERTE PRECOCE



1. Les résultats du monitoring de violences :

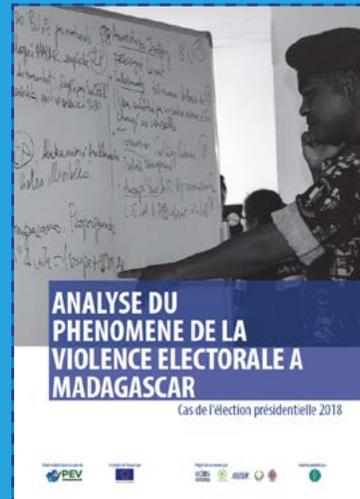
Tout d'abord la période d'observation est de 16 mois (du mars 2018 au 30 juin 2019) divisée en 2 parties :

- Observation sur les élections présidentielles : mars 2018 au 31 janvier 2019,
- Observation sur les élections législatives : 1er février au 30 juin 2019.

Le nombre de signalements exploités durant la période est de 2 874 (1814 pour les élections en 2018 et 1060 pour celles de 2019).

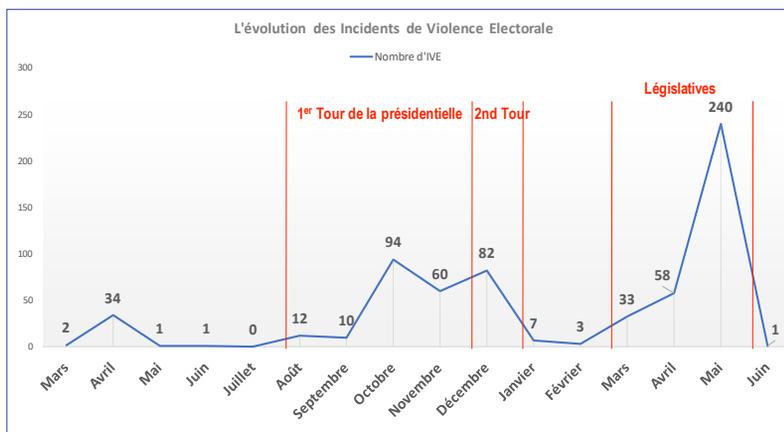
Les résultats d'analyse du monitoring de la violence électorale se portent sur les éléments suivants : l'évolution des signalements, les types de la violence électorale, les auteurs et les victimes de la violence électorale et les conséquences de la violence électorale.

Les résultats de monitoring de la violence électorale ont été rendus publics à travers plusieurs rapports dont celui intitulé : « Analyse du phénomène de violence électorale à Madagascar : cas de l'élection présidentielle 2018 », publié et distribué en 200 exemplaires.



1.1) Evolution des signalements de violence électorale

637 incidents ont été enregistrés pendant la période d'analyse mentionnée ci-dessus. L'évolution de signalement de ces incidents est présentée ci-dessous.



Graphique 2 :
Evolution des incidents
de violence électorale

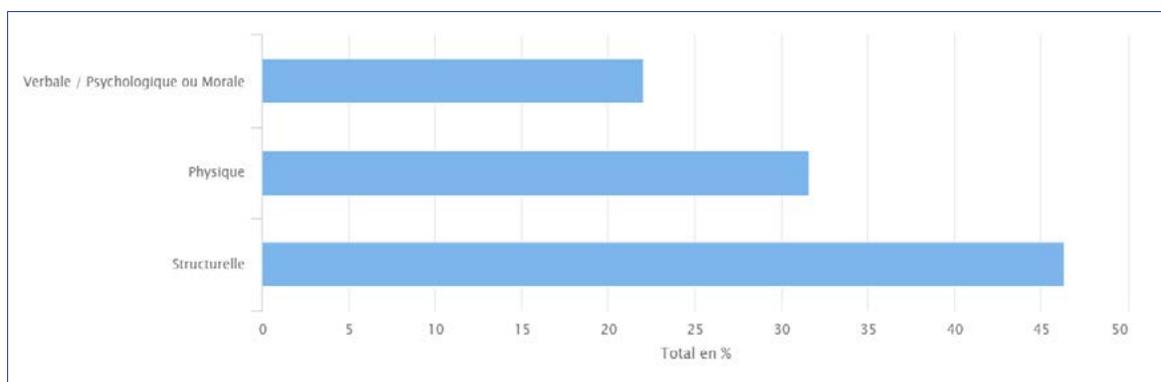
Le nombre des incidents de violence électorale varie selon la phase du processus électoral. Le premier pic correspond aux événements du 21 avril, à l'occasion de la première manifestation publique du mouvement de contestation des députés de « l'opposition ». Le petit pic du mois d'août représente les incidents enregistrés durant la précampagne tandis que le pic du mois d'octobre est caractérisé par le début de campagne présidentielle. Le mois de novembre et décembre sont marqués par les scrutins deux tours de l'élection présidentielle suivis du traitement des résultats durant lesquels, plusieurs incidents ont été remarqués.

Une évolution croissante d'incidents a été constatée à partir du mois de mars jusqu'au jour du scrutin qui a atteint le plus grand nombre. Cette période correspond au dépôt de dossiers de candidature, la précampagne, la campagne et le jour du scrutin.

1.2) Types de la violence électorale :

Les formes courantes de la violence électorale peuvent être classées en trois catégories : **la violence physique** (tout agissement faisant usage de la force physique afin de perturber la liberté des acteurs du processus électoral comme les candidats, partisans/supporteurs, électeurs, coordonnateurs des élections... dans l'exercice de leurs activités, mais aussi toute atteinte physique aux matériels et de biens ; **la violence morale, verbale ou par le geste** (tous propos, agissements ou images, dénigrement, effectués pour perturber les élections et les différents acteurs du processus) ; **la violence institutionnelle** (les différentes formes d'abus de puissance et de pouvoir par le biais des lois et règlements : détournement de la loi, non-respect des lois régissant les élections).

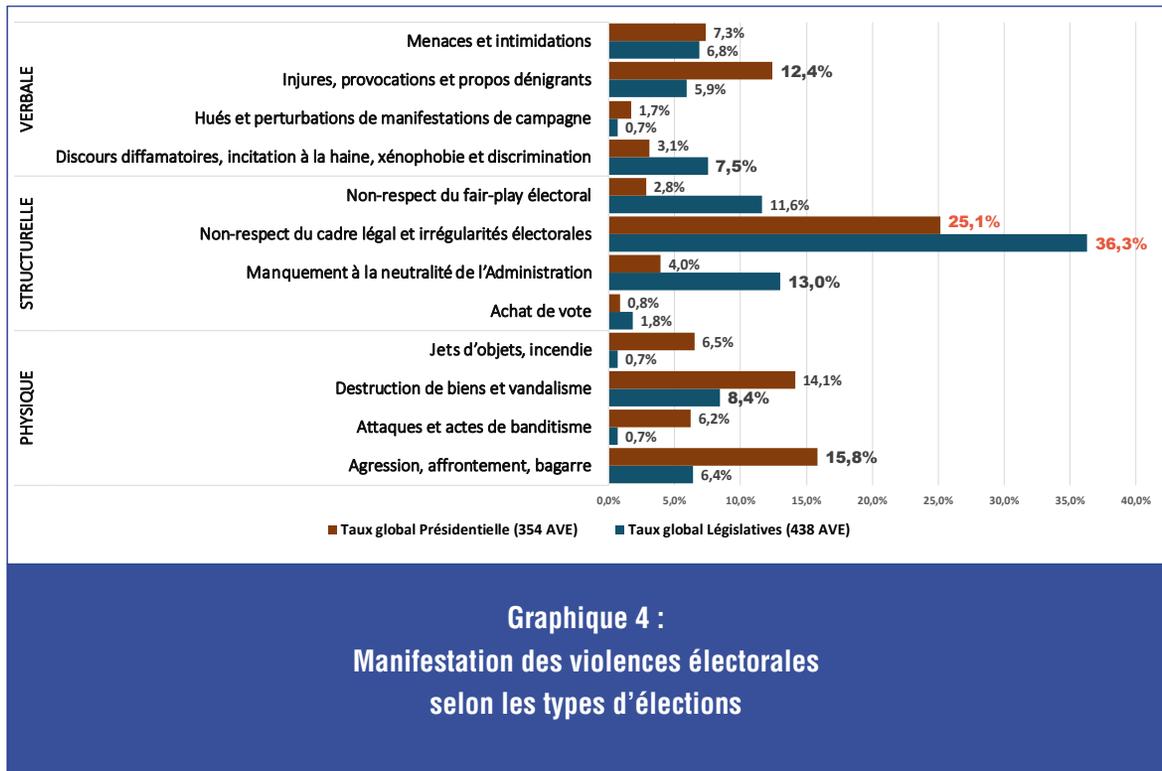
Le résultat d'analyse globale des typologies de violences électorales pendant la période du projet est représenté par le graphique suivant :



Graphique 3 :
Typologie de la violence électorale

Durant la période d'analyse, la violence structurelle représente le taux le plus élevé.

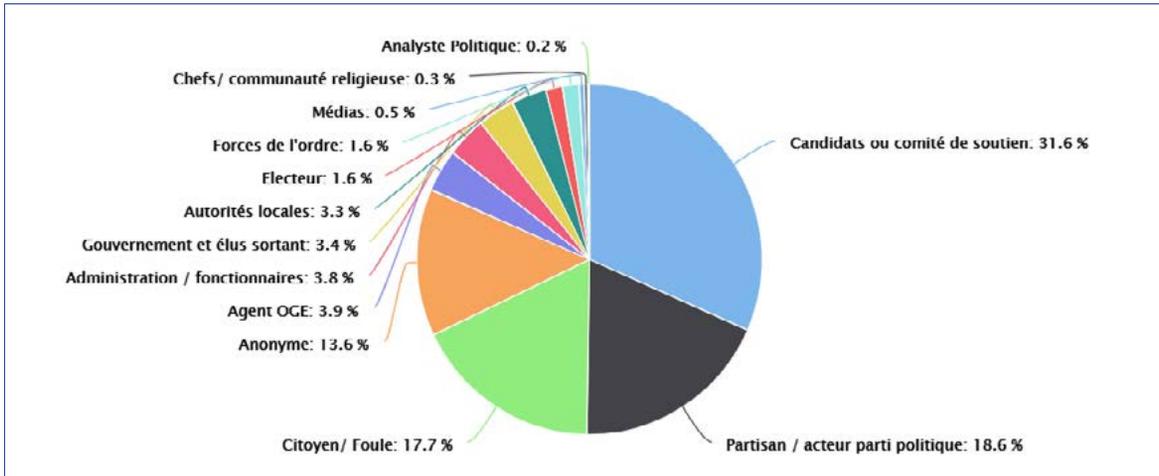
Le graphique suivant représente la manifestation des violences électorales selon le type d'élection.



Notons que le raisonnement adopté généralement dans l'analyse des affrontements physiques, dans le cadre du monitoring de la violence électorale considère les deux acteurs impliqués (auteurs et victimes des incidents). Le but consiste à relever les actes de violences et à les analyser et non, de se substituer aux autorités judiciaires.

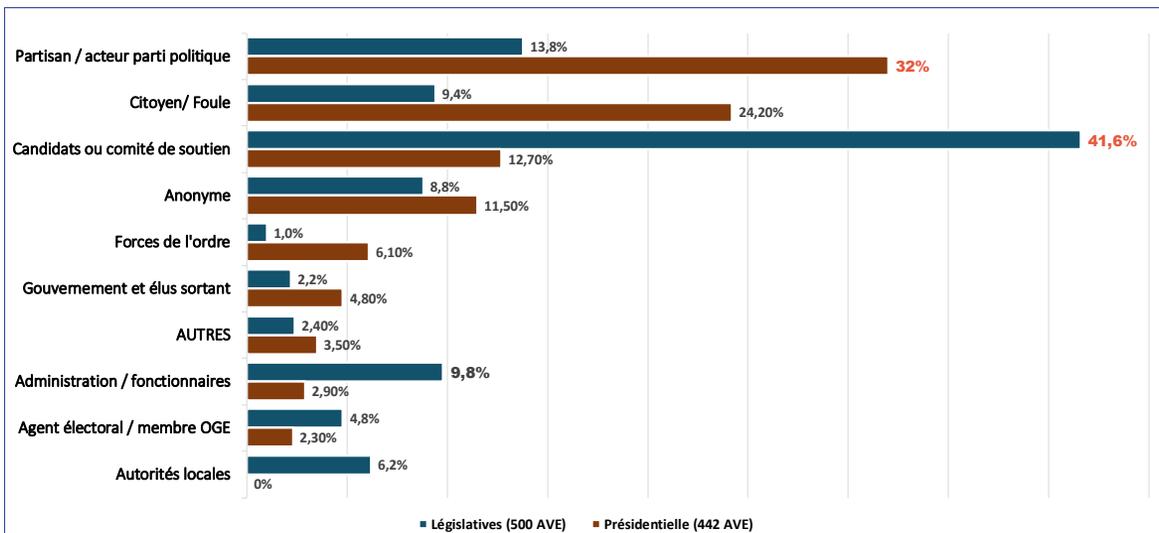
1.3) Auteurs de la violence électorale :

Les actes de violence, constituant l'échantillon d'analyse, peuvent être perpétrés par un ou deux auteurs différents, selon leur catégorie ou famille et non, leur nombre. Ainsi, 942 auteurs de violence électorale ont été enregistrés pour les 792 actes de violences constituant les 637 incidents. Le graphique ci-dessous montre les catégories de ces auteurs.



Graphique 5 :
Catégorie d'auteurs de la violence électorale

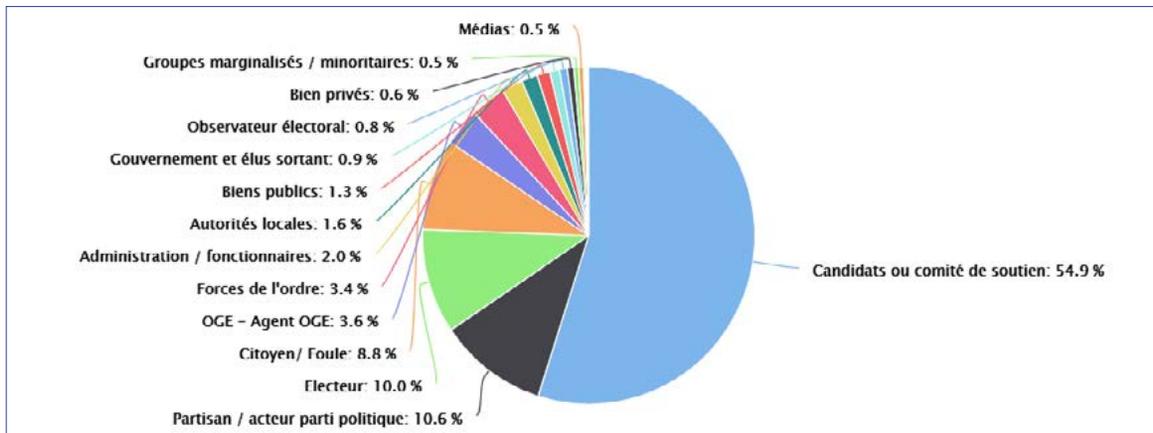
La déclinaison de la catégorie de ces auteurs de la violence électorale selon le type d'élection est représentée par le graphique ci-après :



Graphique 6 :
Catégorie d'auteurs des violences électorales selon les types d'élections

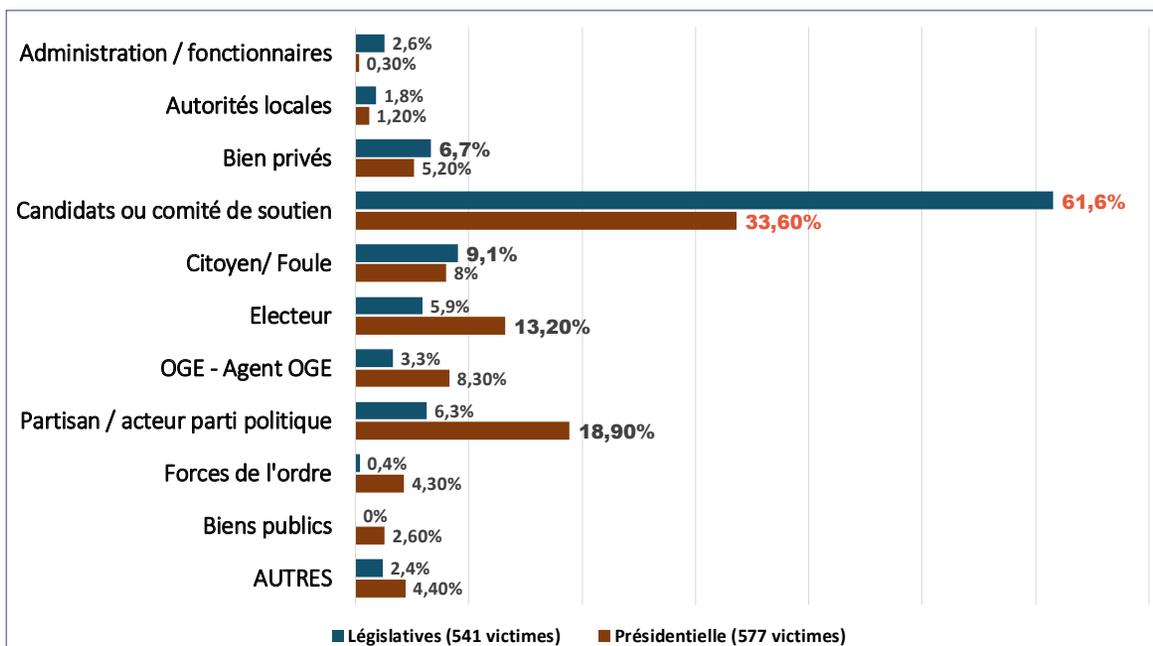
1.4) Victimes de la violence électorale :

Cette partie d'analyse qui repose sur les victimes de violence se base sur le même principe, c'est-à-dire sur les 792 actes de violences enregistrés.



Graphique 7 :
Catégorie de victimes des violences électorales

La déclinaison de la catégorie des victimes de la violence électorale selon le type d'élection est révélée par le graphique ci-après :



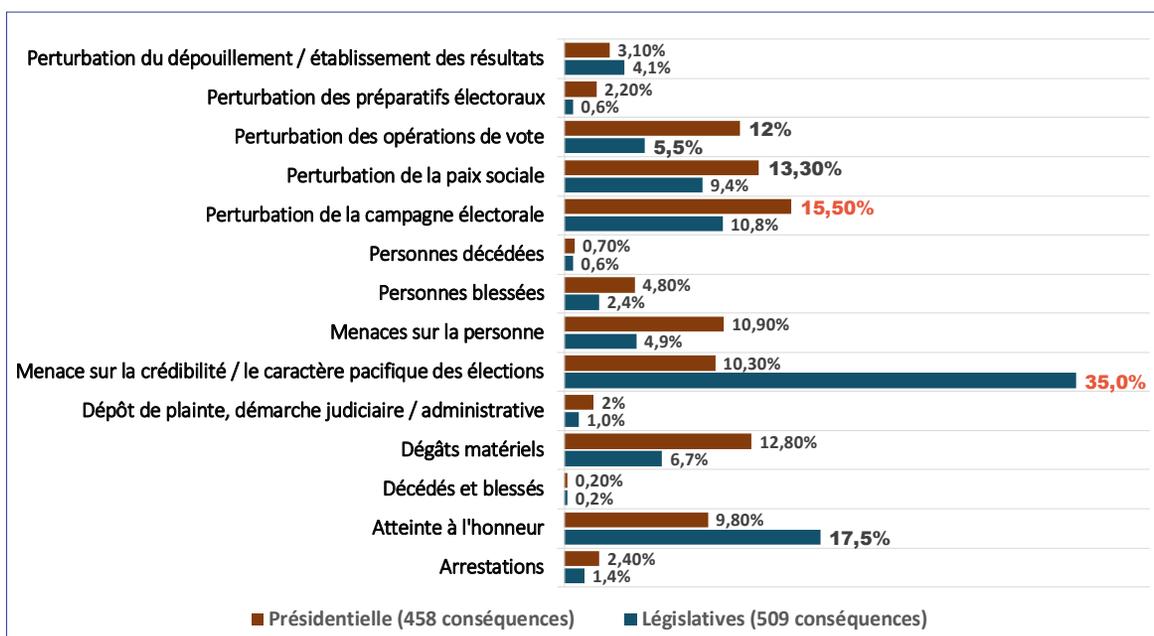
Graphique 8 :
Catégorie de victimes des violences électorales selon les types d'élections

1.5) Conséquences de la violence électorale

L'analyse du monitoring des médias permet d'effectuer une étude sur les conséquences des cas de violence électorale rapportés et vérifiés par le dispositif d'alerte. Ces conséquences qui doivent présenter un lien de cause à effet évident et direct avec l'acte de violence peuvent être plusieurs.

Ainsi, sur les 792 actes de violences liés aux élections, 967 conséquences directes et évidentes ont été identifiées.

Le graphique suivant montre ces différentes conséquences et le pourcentage selon le type d'élection.



Graphique 9 :
Conséquences des incidents de violence
et pourcentage selon les types d'élections

Acquis des lanceurs d'alerte :

- Développement personnel : confiance en soi, citoyen responsable et engagé,
- Élargissement de connaissance (surtout en matière de violences électorales et lois) et réseaux,
- Curiosité : intérêt sur les questions politiques et la vie publique,
- Information citoyenne : autre forme de participation au processus électoral.

Limites :

- Anonymat,
- Sécurité personnelle, peur de représailles,
- Disponibilité des lanceurs d'alerte (qui sont des volontaires),
- Accessibilité des personnes ressources pour le recoupement,
- Difficulté de compréhension de dialectes (entre l'équipe centrale de monitoring de violence et les lanceurs d'alerte à la base),
- Informations brutes,
- Pérennisation du système au-delà du projet PEV Madagascar,
- Pas de couverture dans les 119 districts.

Avantages :

- Surveillance professionnelle par des citoyens formés,
- Collecte et diffusion rapide des informations locales,
- Traitement et analyse rapide des informations,
- Publication des informations vérifiées permettant de prévenir ou d'atténuer les conflits/violences, alerte en temps réel,
- Système participatif regroupant plusieurs acteurs,
- Peu coûteux : envoi SMS et Messenger.

2. Monitoring des médias

2.1) Objectifs :

Le monitoring de médias a pour but de :

- Fournir aux professionnels des médias des instruments destinés à la promotion de l'autorégulation,
- Fournir aux acteurs impliqués dans la prévention et la résolution des conflits électoraux, un outil d'aide aux décisions,
- Soutenir les activités de prévention de conflits/violences.

2.2) Activités :

Les activités concernent :

- Monitoring des médias classiques : Presse écrite / Radio / TV,
- Monitoring des nouveaux médias : Presse en ligne / Réseaux sociaux.

L'équipe a des antennes sur Tananarive, Tamatave, Tuléar, Majunga, Fianarantsoa, Diégo et Morondava.

2.3) Les produits :

Les produits de monitoring des médias peuvent être classés en 2 catégories :

a. Les publications périodiques

Les **Revue de presse** sont produites quotidiennement pour permettre aux acteurs du processus électoral et de la prévention/gestion de conflit de s'imprégner des actualités relatives aux foyers de tension électorale, dans la presse écrite malgache. L'échantillon analysé est constitué de dix (10) journaux (Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, Les Nouvelles, Madagascar Laza, La Gazette de la Grande Ile, La Vérité, Free News, Le Quotidien, Inona no Vaovao, Tia Tanindrazana) et d'une (1) revue hebdomadaire (Madagascar Matin) qui ont été sélectionnés selon les critères du groupe de média du journal, de la langue utilisée par le journal, de son orientation politique, de la ligne éditoriale du journal, du nombre de tirage du journal, et du nombre de pages du journal.

La Revue de presse comporte généralement 5 rubriques, à savoir les **foyers de tension électorale** qui relatent les événements susceptibles d'entraîner des conflits sans une maîtrise adéquate de la part des différents acteurs, la **dynamique politique**, le **processus électoral**, le **focus sur la sécurité** et une rubrique dénommée "**Un peu d'humour**" où une caricature publiée dans un journal est présentée dans le document.

Après avoir été éditées en versions bimensuelles, les **Notes hebdomadaires de la couverture médiatique audiovisuelle des foyers de tension électorale** regroupent les informations diffusées sur les médias audiovisuels d'Antananarivo et des six autres ex chefs-lieux de province de Madagascar. Ledit document vise à déterminer dans

quelle mesure et de quelle manière les médias agissent comme agents de pacification ou plutôt comme amplificateurs de tensions à travers leur discours/propos. Il sert également à observer les foyers de tension électorale qui figurent à la Une des médias audiovisuels (TV et Radio) de Diégo, Majunga, Tamatave, Tananarive, Fianarantsoa et Tuléar, et le traitement dont ils bénéficient. Les médias faisant partie de l'échantillon d'analyse de Tananarive sont au nombre de 5 stations de radio et de télévision ; tandis que les médias analysés par les autres zones d'intervention sont au nombre de 5 par région. Les notes sur la couverture médiatique audiovisuelle ont été publiées de manière hebdomadaire à l'approche des échéances électorales, afin de suivre de plus près les pratiques des médias dans le traitement des informations relatives aux conflits électoraux au cours de la période sensible des élections.

Le monitoring des médias publie aussi des **Flashs report** lorsque la situation sur le terrain est susceptible de dégénérer en conflits et que celle-ci nécessite d'alerter les différents acteurs sur l'existence d'une telle menace. L'analyse ici se base sur l'écoute en direct des stations radio : Antsiva, Viva Radio, Radio Plus, et Radio Don Bosco, ainsi que sur le monitoring des médias en ligne, à savoir le pureplayer de l'information « Gasy patriote.com », et les Groupes de discussion sur Facebook « Vaovao Farany Fil d'infos », « Ndao Handalina Politika avo lenta », et « Vaovao Misongadina eto Madagasikara sy any lvelany ».

b. Les Rapports de monitoring analytiques

Le **Rapport de monitoring sur les médias face aux défis de l'indépendance et de l'apaisement** a pour objectif d'évaluer les modalités de représentation médiatique et le traitement que les conflits reçoivent sur les différents médias. Les résultats de cette étude servent à identifier de manière précoce toute situation de tension qui se manifeste dans le pays et qui reçoit une couverture de la part des médias nationaux ; et de suivre l'évolution de la pratique journalistique relative au traitement des informations sur les conflits électoraux.

En effet, la couverture des foyers de tension électorale requiert une certaine vigilance en raison de la nature sensible de l'information. Les médias ont la capacité de créer un climat d'apaisement face aux conflits ou à l'inverse, d'alimenter les tensions. Les médias peuvent moduler la perception du public sur l'ampleur d'un conflit, sur l'image des protagonistes et sur la situation en elle-même, en fonction de la manière dont ils couvrent les événements. D'où la nécessité de dresser un état des lieux de la couverture médiatique des conflits électoraux.

Sur la base de ce Rapport, l'UMM effectue un suivi régulier des médias audiovisuels malgaches, et a compilé les résultats dans le « Rapport de monitoring sur la couverture médiatique de la campagne de l'élection présidentielle 2018 ». Le document relate, de manière détaillée, les résultats du monitoring des médias classiques durant la période du 8 octobre au 19 décembre 2018, c'est-à-dire durant la campagne de l'élection présidentielle.

L'Unité de Monitoring des Médias s'est intéressée également à la convergence des médias à Madagascar, pour les besoins de l'échantillonnage des médias à analyser,

mais également afin de mesurer l'indépendance politique de chacun des médias. Cette **Etude sur la propriété des médias** permet de mesurer la capacité des médias à préserver leur indépendance, et l'évolution du positionnement politique de chacun des médias au fur et à mesure du processus électoral. Le tableau a ainsi été mis à jour après la publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle de 2018 à Madagascar.

Le **Rapport de monitoring sur la communication politique sur Facebook durant la campagne électorale** de la présidentielle 2018 a été élaboré pour répondre aux objectifs du projet, autrement dit à contribuer à la prévention de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar. Il s'agit d'évaluer la contribution des candidats à la présidentielle, de leurs partisans et des communautés membres des Groupes de discussion sur Facebook ; à instaurer l'apaisement ou inversement, à alimenter les tensions durant la campagne électorale par le biais de leur communication ; de déterminer la capacité des candidats à initier et à alimenter un débat constructif dans l'espace public ; d'identifier les pratiques politiques des candidats à l'élection présidentielle et de leurs partisans à travers leur communication sur le réseau social ; et d'évaluer l'intérêt d'un public virtuel pour les sujets d'intérêt public tels que les élections ; et pour les débats politiques initiés dans les réseaux sociaux. Ledit Rapport permet aussi d'évaluer la qualité des débats politiques initiés par les candidats, leur comité de soutien et les groupes influents de débat sur Facebook. Un « Deuxième Rapport de monitoring sur la communication politique sur Facebook durant la campagne électorale de 2018 » a été élaboré pour couvrir la deuxième phase de la campagne électorale de la présidentielle. Le projet PEV Madagascar s'est alors intéressé à la communication politique sur Facebook des candidats, de leurs partisans et des groupes influents de débat, à travers l'analyse de leur publication du 22 octobre au 14 novembre 2018. L'analyse est orientée du point de vue de la contribution de ces acteurs du processus électoral, à promouvoir le débat démocratique ou à l'inverse, à alimenter la tension à mesure que s'approche le jour du scrutin.

Les **Notes politiques** sont partagées régulièrement aux cibles du projet, afin de leur donner une vision globale mais synthétique de l'évolution de la situation politique, électorale et sécuritaire à Madagascar. Les Notes politiques permettent aux bénéficiaires du projet de s'imprégner du contexte politique dans le pays, et éventuellement d'organiser leurs actions en fonction des résultats de notre analyse politique.

Le « Rapport de monitoring sur la visibilité des candidats dans les médias publics malgaches durant le premier tour de la présidentielle de 2018 » analyse le contenu uniquement des émissions de débats diffusés dans les espaces gratuits procurés par les médias publics ; et analyse les discours des candidats au cours de ces émissions. Cette étude comporte également une analyse des spots de propagande qui ont été diffusés sur les chaînes de station et de radio publiques de Madagascar. Les résultats issus de cette analyse permettent, entre autres, d'évaluer dans quelle mesure les candidats à la présidentielle ont contribué à l'apaisement à travers leur participation aux débats et à travers leurs discours politiques.

Le document intitulé « **Résultats de monitoring des médias – Election présidentielle de 2018** » rapporte les principaux résultats de monitoring de la communication politique

sur Facebook durant la campagne électorale du premier tour de la présidentielle de 2018, les résultats de monitoring de la visibilité des candidats à la présidentielle dans les médias publics malgaches également durant le premier tour ; et les résultats de monitoring de la couverture médiatique de la campagne électorale de la présidentielle 2018. Il s'agit ainsi d'une compilation de tous les Rapports de monitoring appliqué sur les médias classiques (TV, Radio, Presse écrite) et sur le réseau social Facebook. Ce document devrait permettre d'évaluer dans quelle mesure les médias en général, ont contribué à alimenter ou à apaiser les tensions durant la période sensible de la campagne électorale de la présidentielle de 2018 à Madagascar.

Pour la période des législatives, le projet PEV Madagascar a mis à la disposition de ses bénéficiaires, deux Rapports de monitoring sur la couverture médiatique des élections législatives de 2019. Le premier Rapport s'intéresse à « La couverture des élections législatives de 2019 par la presse écrite malgache ». Il a été produit afin d'évaluer la contribution d'une sélection de journaux à promouvoir la paix à travers le traitement de l'information. Les résultats de cette analyse permettent entre autres, d'évaluer la manière dont les médias qui ont participé aux formations en Journalisme sensible aux conflits organisées par le projet, ont mis en exergue leur acquis dans le traitement des informations durant les législatives de 2019. Le monitoring des médias a aussi été appliqué pour apprécier l'importance que les médias accordent à la diversité et à la pluralité des points de vue politiques, et à la prise en compte du respect de la déontologie du métier de journaliste.

Le second **Rapport de monitoring analyse la couverture des élections législatives de 2019 par les médias audiovisuels**. Spécifiquement, ce Rapport accorde une attention particulière à la visibilité des organes de gestion des élections et de la société civile ; ainsi qu'à la communication de l'administration publique dans les médias.

Au final, 5 types de produits résultent du monitoring de médias :

- **366 Revues de presse** (quotidienne),
- **39 Notes hebdomadaires** et bimensuelles de la couverture audiovisuelle,
- **46 Flash report**,
- **50 Notes politiques**,
- **8 Rapports analytiques**,

- 🌿 Rapport de monitoring sur la couverture des élections législatives de 2019 par la presse écrite
- 🌿 Rapport de monitoring sur la couverture des élections législatives 2019 par les médias audiovisuels
- 🌿 La communication politique sur Facebook durant la campagne électorale des législatives de 2019
- 🌿 Rapport de monitoring sur la couverture médiatique de la campagne de l'élection présidentielle 2018
- 🌿 Résultats du monitoring des médias : élection présidentielle 2018
- 🌿 Rapport de monitoring sur la communication politique sur Facebook - 22 octobre au 14 novembre 2018
- 🌿 Rapport de monitoring sur la visibilité des candidats à la présidentielle dans les médias publics malgaches
- 🌿 Rapport de monitoring sur « la communication politique sur Facebook durant la campagne électorale de 2018

Echantillon de produits de l'UMM tous disponibles sur le site du projet et distribués à travers la liste de destinataire et de façon physique



UNION EUROPÉENNE

PEV MADAGASCAR

eces CENTRE EUROPEEN D'APPUI AUX ELECTIONS

RAPPORT DE MONITORING

La communication politique sur Facebook durant la campagne électorale des législatives de 2019 à Madagascar

(Période d'analyse : 6 au 27 mai 2019)

En partenariat avec:



Le projet est financé par l'Union Européenne.



RESULTATS DU MONITORING DES MEDIAS

Election présidentielle 2018



RAPPORT DE MONITORING

La couverture des élections législatives de 2019 par la presse écrite



RAPPORT DE MONITORING

La couverture des élections législatives de 2019 par les médias audiovisuels



c. Un extrait des résultats du monitoring des médias : monitoring des réseaux sociaux (Facebook) durant les élections législatives

Afin de répondre à la demande explicite de la CENI quant au suivi des contenus des réseaux sociaux durant la période électorale, l'UMM s'est efforcée de monter une nouvelle méthodologie d'analyse de Facebook sur la base de ses expériences antérieures. Le défi auquel l'équipe a été confrontée concerne principalement la dynamique de ce type de média. En effet, l'UMM a dû s'adapter à la forte rapidité des interactions dans les réseaux sociaux au cours de cette période. Il a été constaté que les réseaux sociaux comportent effectivement un enjeu dans le bon déroulement des scrutins dans la mesure où les discours y sont parfois sensibles, et les rumeurs peuvent se répandre comme une traînée de poudre, sans un suivi efficace.

Malgré le faible taux de pénétration du réseau Internet à Madagascar, évalué à 6,3% en 2017¹, force est de reconnaître l'importance des réseaux sociaux et particulièrement du réseau Facebook dans la communication sociale et politique à Madagascar. Selon les statistiques, Facebook se trouve au premier rang des réseaux sociaux les plus utilisés dans le pays². Cette réalité est favorisée en grande partie par la vulgarisation des terminaux connectés (smartphone, tablette, lecteur multimédia connecté...). En effet, 77,27% des connexions à Internet se font par téléphone mobiles.

De plus en plus conscients du potentiel stratégique qu'offre Facebook, non seulement dans la prise de parole, mais aussi dans le renforcement de la visibilité et la fédération de partisans, un nombre accru de personnalités publiques et d'institutions à Madagascar renforcent leur présence sur le réseau. Ainsi, la totalité des candidats à la dernière élection présidentielle de 2018, par exemple, ont manifesté leur présence sur Facebook dans le cadre de leur campagne électorale, en 2018. Au regard de l'intérêt croissant que les internautes malgaches, citoyens comme membres de la sphère publique, portent pour le réseau social Facebook, le projet PEV Madagascar a effectué une analyse des discours à travers Facebook des candidats, de la CENI et des groupes influents de débat, durant la campagne électorale de l'élection présidentielle et des élections législatives. Cette analyse permet ainsi dans une certaine mesure d'apprécier l'évolution de la communication politique sur Facebook.

Méthodologie d'analyse

L'approche méthodologique préconisée dans la réalisation de ce monitoring se base sur l'analyse de contenu combinée à l'analyse de discours. Certaines méthodologies exploitées dans le cadre de projets antérieurs, notamment, celle relative au monitoring des propos illégitimes et celle relative au monitoring de la communication institutionnelle, ont été reprises et réadaptées selon les objectifs du projet. Pour rappel, elles ont été utilisées dans l'étude des propos illégitimes et des foyers de tension et de

1 Cf « Les chiffres clés du numérique à Madagascar », éditions décembre 2017 par la Direction de l'Ecosystème et de l'intégration du numérique auprès du Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement numérique.

2 Cf « Les chiffres clés du numérique à Madagascar », éditions décembre 2017 par la Direction de l'Ecosystème et de l'intégration du numérique auprès du Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement numérique.

la communication des institutions dans le cadre du Projet d'Appui à la Crédibilité des Elections (PACTE) et du projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité (INCIPALS).

L'unité de contexte privilégiée dans l'analyse est la publication ou le post Facebook sans l'intégration des commentaires (sauf dans le cadre de certaines analyses spécifiques et de quelques illustrations). Au total, 9 510 posts diffusés dans un échantillon de pages de candidats, un échantillon de groupe de discussion public sur Facebook et dans les comptes de la CENI ont été analysés dans le cadre de l'étude. Une approche qualitative et quantitative a été adoptée pour l'analyse des posts publiés durant la campagne allant du 6 au 25 mai 2019. Au-delà de cette période, c'est-à-dire le jour du silence électoral et le jour des scrutins, l'Unité de monitoring des médias a exclusivement privilégié l'analyse qualitative des publications.

Echantillon d'analyse :

L'échantillon d'analyse concerne les publications recensées dans :

- Un échantillon de pages de candidats et de comité de soutien,
- 5 groupes de discussions : Ndao Handalina Politika Avo Lenta (NPHAL), Agnay T'Ambositra (AT), Ino Maresaka Tamatave (IMT), Vaovao Misongadina Androany (VMA) et Vaovao Farany Fil d'Infos (VFFI). VFFI a été retiré de l'échantillon pour être remplacé par VMA durant l'analyse de la communication politique sur Facebook durant les élections législatives compte tenu de la mutation de son statut en « groupe privé ».
- Page et profil de la CENI,

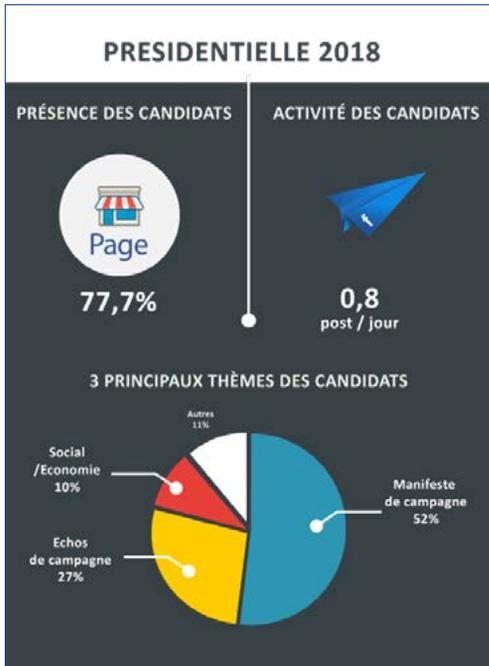
Pendant trois périodes distinctes : la campagne électorale, le jour du silence électoral et le jour du scrutin.



Analystes du monitoring des médias et de violence électorale

c.1) La communication politique des candidats et des comités de soutien

L'analyse de la communication politique des candidats et des comités de soutien porte sur plusieurs aspects à savoir, l'évaluation de la présence des candidats et des comités de soutien sur le réseau, l'étude d'audience des candidats, l'analyse des thèmes abordés par les candidats et les comités de soutien dans leurs publications, la performances des publications, la participation des candidats à l'éducation et à la sensibilisation électorale et inversement leur contribution dans l'alimentation de conflit par le biais de l'émission de discours sensibles ou incendiaires.



Des cas spécifiques rencontrés durant la présidentielle 2018 ont été relevés :

- Signalements de COMPTES FAKE de candidats,
- Seul 1 candidat a « officialisé » son compte,
- Prolifération de faux comptes de soutien des candidats.



En synthèse, les résultats d'analyse font état d'une faible exploitation du réseau social Facebook par les candidats aux élections présidentielles par rapport à ceux des élections législatives. Au niveau des publications, une similarité des thèmes abordés et de la fréquence de publication a été constatée.

Par rapport à l'alimentation de tensions et de conflit, une faiblesse de la proportion de discours sensibles et incendiaires a été relevée dans les comptes des candidats en général. Des discours moins modérés ont filtré néanmoins dans les comptes de soutien des candidats (dénonciations de fraudes, discours hostiles envers les étrangers et diffusions d'alarmes et de rumeurs). 2 cas d'infraction à la loi ont été recensés durant les deux scrutins à savoir la réalisation d'un sondage d'opinion par un candidat durant la présidentielle et le non-respect du silence électoral par 2 candidats durant les législatives. En outre, une faible contribution des candidats à l'éducation et à la sensibilisation électorale a été relevée durant les deux élections.

c.2) La communication dans les pages influentes de débat

Une large proportion de discours de rumeurs et d'alarmes ainsi que de propos belliqueux ont été relevés dans les Groupe de discussion durant l'élection présidentielle et les élections législatives. Les scrutins législatifs, en particulier, ont été marqués par l'émission de discours considérés comme «graves» par les cybercitoyens.

En effet, un appel à la violence et des propos discriminatoires ont été recensés dans les GDD.

Les discours incendiaires recensés ont principalement ciblé :

- Les candidat(e)s, les étrangers et les électeurs utilisant des photomontages et des caricatures (présentant des scènes de violence) lors des élections présidentielles. Il s'agit surtout des discours d'alarmes et de rumeurs, des propos belliqueux, injurieux et offensants, des discours discriminatoires et racistes.
- Les candidat(e)s, le groupement politique, OGE et institutions en utilisant le format « texte et photo » et l'exploitation du photomontage lors des élections législatives.



Extraits des discours incendiaires

PRESIDENTIELLE 2018

TONGAVA SAINA RY MALAGASY
IREO IZAO AMPAHANY AMIN'IREO FITAOVANA
FANOMPOAN-TSAMPY TRATRA TENY AMBOTSOROHITRA
TAMIN'NY 2009



Aty ny Maso
36 min

J'aime la Page

MARC RAVALOMANANA

NANAO SORONA NY VAHOAKA MALAGASY NY 07 FEBROARY 2009 NOHO NY FANOMPOANA SAMPY (DEVOLY.OSY MAINTY SNS...) OLONA OTRIZANY VE NO MBOLA MIKASA HIT...

Afficher la suite

LEGISLATIVES 2019

f NDAO HANDALINA POLITIKA AVO LENTA

NDAO HANDALINA POLITIKA AVO LENTA
15 min

Groupe public

MAPAR = SAUVAGE 🐷🐷
TSY LAHY TSY VAVY TSY LEHIBE TSY KELY 🐷
NA ENY ANDALANA NA ANATY RÉSEAU DE COMMUNICATION 🐷

Chercher dans groupe

Raccourcis

- NDAO HANDALINA PO... -29
- ... -18
- ... -20
- ... -20

Afficher 9 autres commentaires

KINDRENINAO IANAO MIPUB
IO, ELAH NO TE HO SAUVAGE ANY KU
J'aime Répondre · 3 min

2 réponses

Mievora tena fa hoerinty ny FB sy mitsingavana nanao. Tazava FB est dangereux... à consommer avec modération. Ar 100 taloha d'efa mahavita
J'aime Répondre · 2 min

La proportion de discours d'apaisement, concrétisés à travers les discours d'éducation et de sensibilisation électorale, est relativement faible durant les deux scrutins. Il est cependant nécessaire de relever l'émergence d'un mouvement anti-fraude électorale, lancé par les citoyens, dans les GDD durant l'élection présidentielle. La campagne législative, pour sa part, a vu plusieurs sensibilisations focalisées sur l'appel aux urnes et la promotion du vote responsable.

PRESIDENTIELLE 2018

 **LES FORMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION ÉLECTORALES DANS LES GDD**

Mouvement « anti-fraudes électorales » : création d'un décor de profil



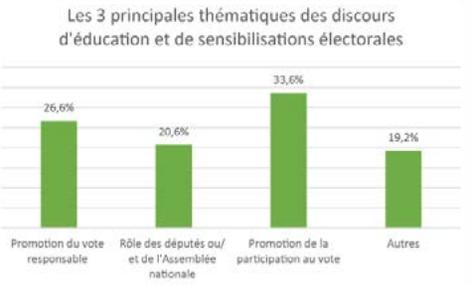
LEGISLATIVES 2019

 **LES FORMES D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION ÉLECTORALES DANS LES GDD**

2,2%

Participation minimale des citoyens à l'apromotion de l'éducation et de la sensibilisation électorales

Les 3 principales thématiques des discours d'éducation et de sensibilisations électorales



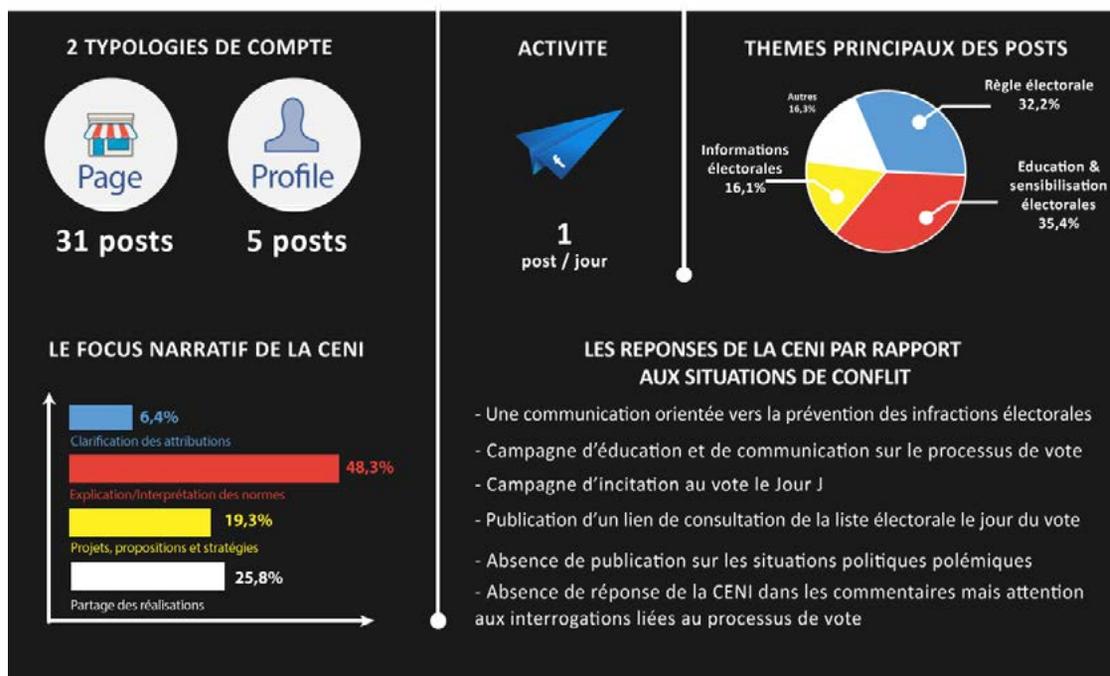
Thématique	Pourcentage
Promotion du vote responsable	26,6%
Rôle des députés ou/et de l'Assemblée nationale	20,6%
Promotion de la participation au vote	33,6%
Autres	19,2%

c.3) La communication institutionnelle de la CENI

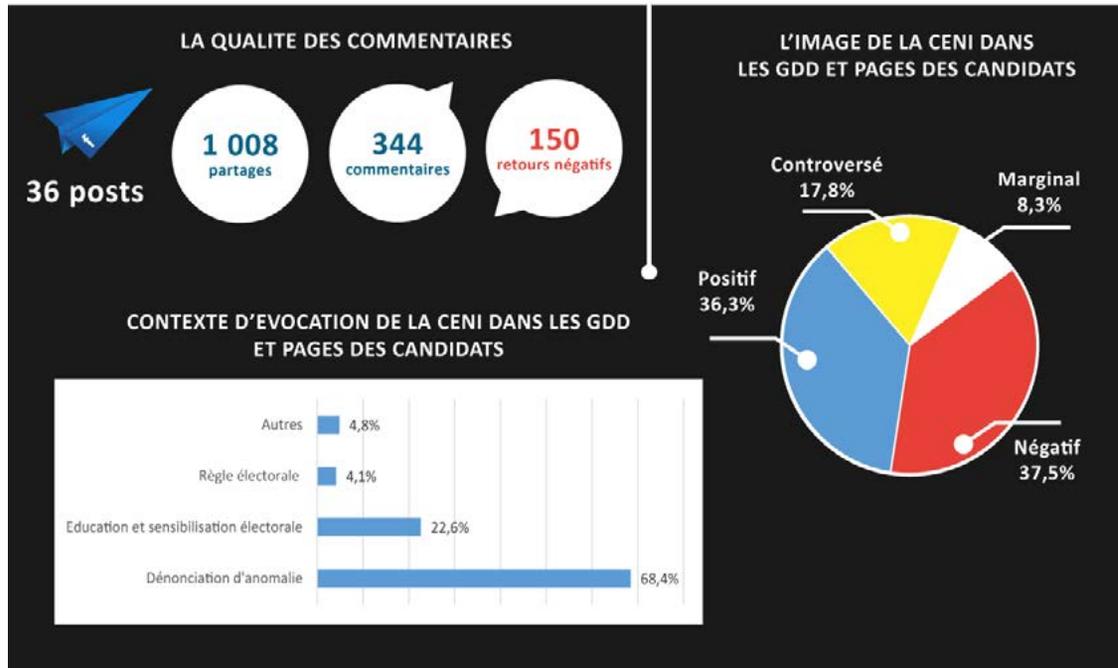
Conformément à l'article 38 de la loi 2015-020, relative à la structure nationale indépendante chargée de l'organisation et de la gestion des opérations électorales dénommée «Commission Electorale Nationale Indépendante», la CENI est chargée de la promotion des conditions propices à des élections libres et équitables. Le monitoring de la présence de la CENI sur le réseau Facebook porte sur deux aspects, à savoir l'analyse des communications de l'institution et l'analyse des communications sur l'institution. La première a été réalisée par le biais de l'étude des publications recensées dans la page et le profil de l'institution. La seconde évaluation a été faite sur la base des commentaires générés par les publications de la CENI et les posts relatant la CENI au niveau des pages des candidats et des GDD.

Le monitoring de la page de la CENI a donné les constats suivants :

LES SPECIFICITES DE LA COMMUNICATION DE LA CENI



LES COMMUNICATIONS SUR LA CENI



La CENI a émis 31 posts durant la période d'analyse avec une activité par jour en moyenne dont les thèmes principaux se rapportent sur 4 volets :

- Règles électorales (32,2%),
- Éducation et sensibilisation électorales (35,4%),
- Informations électorales (16,1%),
- Autres (16,3%).

Quant aux réponses de la CENI par rapport aux situations de conflits, il s'agit de :

- Une communication orientée vers la prévention des infractions électorales,
- Campagne d'éducation et de communication sur le processus de vote,
- Campagne d'incitation au vote le jour J,
- Publication d'un lien de consultation de la liste électorale le jour du vote,
- Absence de publication sur les situations politiques polémiques,
- Absence de réponse de la CENI dans les commentaires mais attention soutenues pour les interrogations liées au processus du vote.

Les réactions/interactions sur la page de la CENI révèlent :

- 1008 partages des posts,
- 344 commentaires,

- 150 retours négatifs,
- Contexte d'évocation de la CENI dans les groupes de discussion et pages des candidats est réparti comme suit : 4,1% sur les règles électorales ; 22,6% sur l'éducation et sensibilisation électorale et 68,4% : dénonciation d'anomalie.

Extrait des discours incendiaires ciblant la CENI

Propos belliqueux – Langages offensifs	Date de publication
«La HCC et la CENI, sortez-vous ensemble, ou êtes-vous amoureux d'Andry Rajoelina ? Vous ne valez rien, couillons»	21 mai 2019 dans NHPAL
«Ils sont habitués à la gabegie depuis 2009 et ne peuvent plus s'empêcher de n'en pas faire. La HCC et la CENI acceptent bêtement la situation car ils sont corrompus.»	22 mai dans NHPAL
«C'est assuré à 100% que les délégués du TIM K25, et à 200% que la CENI, sont prêts à manipuler les électeurs aux profits de ceux qui les financent»	24 mai dans NHPAL

2.4) Le mode de publication des résultats du monitoring des médias

Les résultats du monitoring des médias sont diffusés de 3 manières différentes pour toucher un public très large :

- Le site web du projet : www.pevmadagascar.eu,
- La page facebook : MadAlerte,
- Le mailing list.

Le mailing liste est composée de 949 adresses électroniques.

Les nouvelles demandes d'intégration des bénéficiaires au sein de cette mailing list sont étudiées et validées en fonction des informations données sur leur nom et prénom, leur fonction et l'organisation à qui elles appartiennent. Généralement, les demandeurs reçoivent une réponse positive car l'objectif de cette étape de validation consiste surtout à évaluer le sérieux de la demande et l'éventuelle utilisation à des fins collectives/professionnelles et non à titre personnel des produits partagés par le projet.

Le mailing list est constitué d'une large palette d'acteurs tels que les Représentations diplomatiques à Madagascar, les représentants des organismes internationaux (UE, OIF, , ONU, , UA, CICR....), les représentants de l'Etat au niveau central et ses démembrés, les membres des organes constitutionnels malgaches (CENI, HCC, CNIDH, HCDD, CFM...), les représentants des forces de défense et de sécurité à Madagascar, les membres des organisations de la société civile nationale et internationale œuvrant dans différents domaines, les professionnels des médias nationaux et à l'étranger, les étudiants entre autres.

Extrait des commentaires et appréciations émanant des bénéficiaires du projet PEV concernant les produits élaborés par l'UMM:

- Félicitations à l'Unité de Monitoring des Médias et aux OSC partenaires ainsi qu'à l'ECES d'avoir pu relancer cette revue de presse adaptée aux besoins, entre autres, des citoyens et des Organisations de la Société Civile. Nous souhaitons plein succès au projet PEV (**RANAIVOSON Simon, association CEDII**).
- Ravie de recevoir de nouveau la revue de presse de l'ECES (**Nanou Fiankinana Rabemanantsoa, PNUD**).
- Etant responsable d'une association nouvellement créée et œuvrant pour Madagascar, je suis agréablement surpris de vos revues de presse qui sont complètes et pertinentes. (**Andrianome RAKOTOMANANTSOA, Président de l'Association Tous Ensemble Madagascar.com**).
- Merci au Projet PEV pour la diffusion de cette revue de presse, qui aide les OSCs en région et dans la capitale qui sont connectées, en ayant des nouvelles en temps réel de la sphère politique dont les actes et décisions ont des impacts élevés sur la vie de la population. A nous qui suivons aussi l'actualité électorale, pour tous motifs, et notamment sur le rendu quotidien des médias offline (médias traditionnels) et des médias online (réseaux sociaux), en tant que sources d'apaisement ou d'une analyse indépendante très intéressante, veille très utile. (**Faraniaina Ramarosaona, mouvement ROHY, projet FANDIO**).
- Merci pour le partage. Ces revues de presse délicatement sélectionnées aident à comprendre l'évolution des choses. (**Lalaonirina Jorlin Zaielle, Secrétaire provincial permanent de la CENI à Fianarantsoa**).
- Dans le cadre du processus électoral, OCHA appuie également les organisations internationales regroupées au sein de l'Equipe Humanitaire sur les questions humanitaires en cas de violence ou conflit. Votre revue nous aide beaucoup dans notre analyse (**Rija Rakotosonde l'Humanitarian Affairs Officer United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA) | Regional Office for Southern Africa, Antananarivo, Madagascar**).
- Je découvre avec intérêt le site web associé à la Plateforme d'alerte, accessible à l'adresse : www.alerte.pevmadagascar.eu. Bravo pour le travail, les infos sur la carte Google sont bien. (**Média Echos du Capricorne établi en France**).
- Etant membre du Conseil Supérieur de la Magistrature, vos travaux m'intéressent au plus haut point et me sont très utiles dans l'exercice de mes fonctions. Je vous remercie infiniment pour votre précieuse collaboration (**RAZAFINDRAKOTO Rivoniaina, Magistrat Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature**).

Impacts de l'UMM

Un représentant de la Haute Cour Constitutionnelle a témoigné que les publications de l'UMM ont servi aux responsables dans l'identification des sujets relatifs aux élections qui couvent des foyers de tension et pour lesquels l'institution devait communiquer afin de prévenir les conflits.

UMM est alors devenu incontournable en ce qui concerne les médias de par ses résultats d'analyses et est souvent interviewée.

A titre d'exemple :

- La radio Masôva de Tamatave, sur le contexte médiatique,
- La Revue de l'Océan Indiens sur les publications relatives à la couverture médiatique de l'élection présidentielle,
- La Radio France International sur la qualité du discours dans les médias malgaches durant la présidentielle (voir le lien : <http://www.rfi.fr/afrique/20181211-madagascar-presidentielle-media-campagne-electorale-rajoelina-ravalomanana>).

L'équipe de l'UMM a été sollicitée d'intervenir dans divers ateliers d'échanges/formations :

- avec le Groupement des Editeurs de Presse Indépendants à Madagascar,
- équipe de monitoring de la CENI,

Elle a répondu à la demande de la CENI notamment sur les analyses de l'utilisation parfois abusive des réseaux sociaux par les Facebook-nautes dans le but d'alimenter les conflits ou de propager des rumeurs susceptibles de faire obstacle au bon déroulement des élections.

3. La Situation room :

3.1) Objectif

L'objectif de la Situation Room consiste à **appuyer les autorités compétentes dans leur gestion des conflits et violences potentiels liés aux élections, essentiellement le jour du vote**, en les alertant en temps réel de la manifestation d'un évènement ou d'une situation pertinente et ce, à partir d'informations fiables.

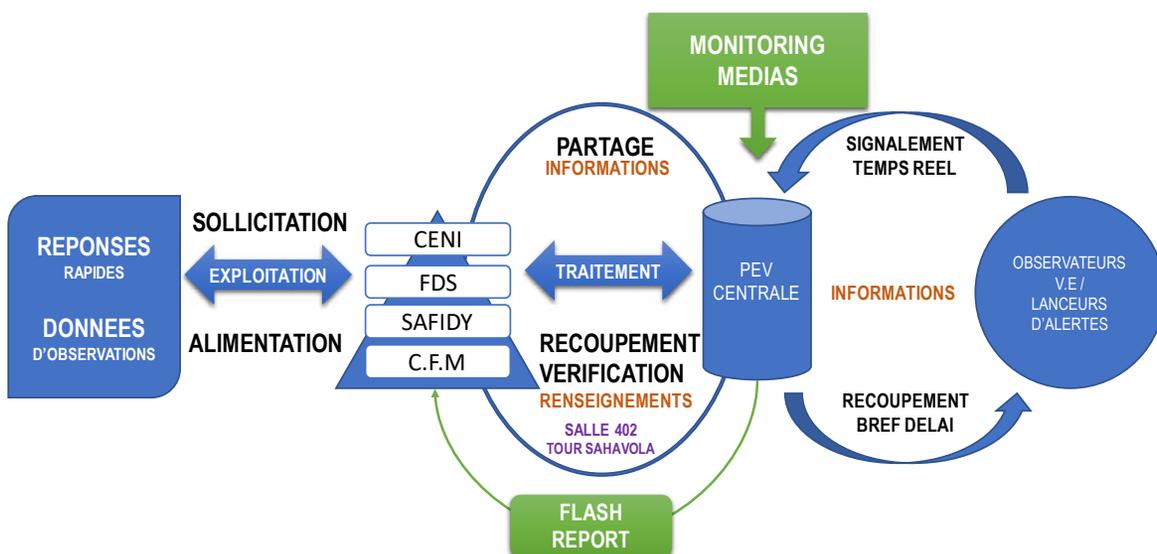
3.2) Le principe de fonctionnement :

La Situation Room ou cellule de veille opérationnelle, repose principalement sur son dispositif d'alerte précoce. Elle consiste à signaler en temps réel un facteur potentiel ou un incident de violence électorale, relevé au niveau local, puis à alerter les autorités compétentes et ayant le mandat pour apporter des réponses, afin qu'elles puissent réagir le plus rapidement possible.

Les cas les plus pertinents qui sont signalés, par les lanceurs d'alertes effectuant une observation de la violence électorale le jour du vote, sont systématiquement recoupés dans les délais les plus brefs afin de fournir uniquement des alertes et renseignements fiables aux institutions partenaires.

Pour davantage de praticité et de performance, les principaux acteurs de ce centre d'alertes sont regroupés dans un même local – dans les bureaux de l'unité de monitoring – d'où ils retransmettent les renseignements à leurs institutions respectives.

En somme, la Situation Room mise en place agit davantage comme un centre d'observations et d'alertes.



3.3) Les partenaires et le mode de collaboration :

La collaboration entre les différents acteurs de cette cellule de veille et d'alertes repose principalement sur le traitement d'informations et la transmission de renseignements, de manière conjointe. Si les informations recoupées via le dispositif d'alertes sont partagées avec les institutions partenaires, ces dernières constituent également des sources de recoupement, permettant par conséquent de garantir, dans des délais les plus brefs, la crédibilité et la pertinence des données exploitées par tous les acteurs.

Les autorités et institutions concernées ont collaboré au sein de ce centre de veille opérationnel le jour du scrutin, à savoir :

- La Commission Électorale Nationale Indépendante étant l'autorité responsable des opérations électorales,
- Les Forces de Défense et de Sécurité – à travers le centre opérationnel de l'État-Major Mixte Opérationnel – pour son rôle en termes de sécurisation des élections,
- Le Conseil du Fihavanana Malagasy dans le cadre de son suivi de la Charte de bonne conduite des candidats en période électorale et
- L'observatoire Safidy du mouvement Rohy, mis en place à travers les projets FANOA et FANDIO, notamment dans le cadre de son suivi des mauvaises pratiques électorales.

Étant un outil essentiel pour les activités d'observations électorales, la Situation Room a fait l'objet de visites de la part des différentes institutions agissant dans le domaine électoral ainsi que dans celui des médias.

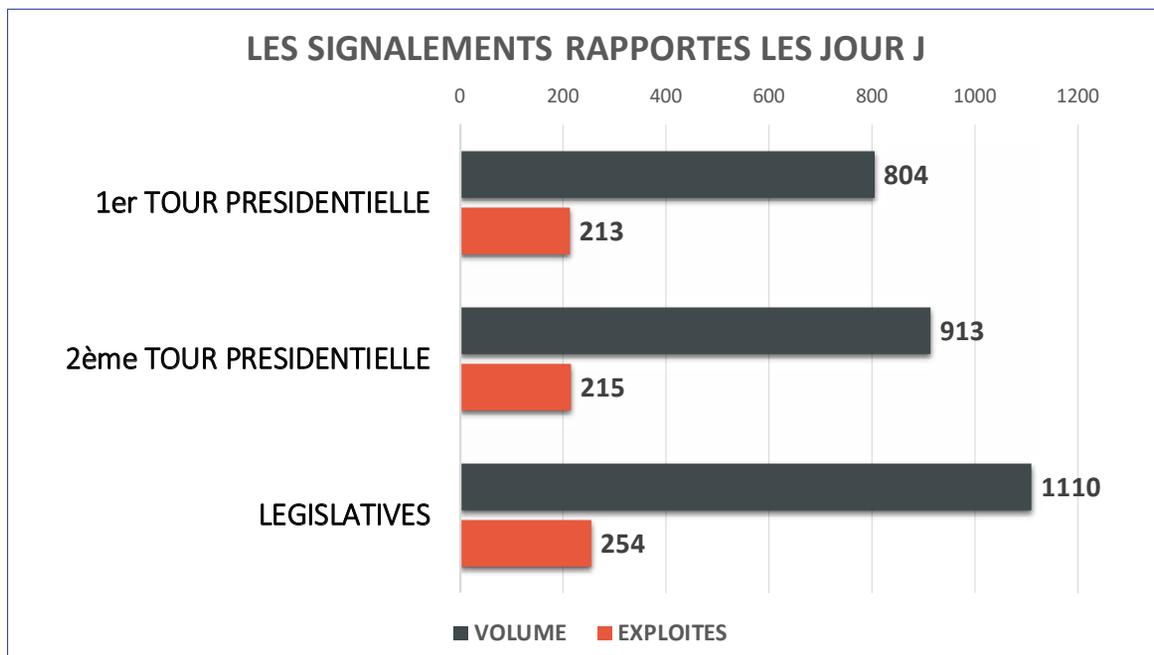


Situation Room, novembre 2018

3.4) Les alertes émanant du terrain le Jour J :

La consigne donnée aux signaleurs d'alertes est de rapporter dans les plus brefs délais les évènements ou situations pertinentes observés. En effet 2 827 signalements ont été reçus durant les jours du scrutin dont 682 partagés en temps réel.

Ci-après le volume de messages reçus du terrain selon les types d'élections :



Graphique 10 :
Signalements enregistrés durant les jours de scrutin



Situation room, décembre 2018

3.5) Les alertes émanant du monitoring des médias :

Le monitoring des médias a été mis à contribution en tant que source d'informations et de recoupement d'informations durant les jours de scrutin. Cette analyse des médias a été appliquée sur les chaînes de télévision et de radio de Tuléar, Majunga, Diego, Fianarantsoa, Tananarive et Tamatave, ayant effectué une couverture médiatique en direct des bureaux de vote répartis sur tout le territoire national. Le monitoring des médias a servi à relayer les incidents rapportés par les médias, conformément à la méthodologie appliquée à la diffusion des « Flashs report ». Ces dépêches ont été envoyées aux partenaires du projet qui font fonctionner la Situation room (CENI, FDS, CFM, Observatoire Safidy), et à la liste de destinataires de la diffusion électronique (mailing list) du projet en vue de les informer des discours des médias au sujet du déroulement des votes. Le monitoring des médias a été d'autant plus pertinent dans la mesure où les médias contribuent à la construction de l'opinion publique et que la CENI intervient régulièrement en direct sur les chaînes audiovisuelles nationales le jour J, pour communiquer sur le processus électoral et apaiser les tensions. Ainsi, plusieurs Flashs report ont été diffusés par le projet PEV Madagascar.



Situation room, mai 2019



Extrait du Flash report du 7 novembre 2018 (envoyé à 10.00)

A Toliara, dans certains bureaux de vote, les bulletins de vote ne comportent qu'une seule signature de membre de bureau de vote (Orange actus).

A Farafangana (dans trois bureaux de vote), à Betroka et à Andramasina Tananarive, les sondages d'opinion menées à l'extérieur des bureaux de vote (exit poll) sont à l'origine de troubles. Les sondages consistent à demander aux électeurs pour qui ils ont voté. Pour Betroka, les responsables de la CENI ont ordonné la cessation du sondage, tandis qu'à Farafangana, la CED a souligné que seuls les observateurs accrédités par la CENI sont autorisés à faire de l'observation électorale. (RNM).

Flash report 3 du 19 décembre 2018 (envoyé à 17.00):

AIkalamavony, un délégué du candidat Rajoelina a voté deux fois dans deux bureaux de vote différents. Le responsable de la CENI dans la localité a décidé de suspendre le délégué en question de son mandat. Mais suite à l'intervention du parti TGV-MAPAR qui a négocié en sa faveur, le délégué en question a été maintenu à ses fonctions. (RNM).

A Belo-sur-Mer, le président d'un bureau de vote a accepté que les électeurs participent au vote même s'ils n'ont pas de carte d'identité nationale (Flash infos sur MBS).

La photo de couverture de 24HMada est une propagande en faveur du candidat Marc Ravalomanana.

A Fianarantsoa, Mamy Be et la députée Rabetafika Robertine achètent les cartes d'électeurs à 20 000Ar. (VIVA à 15.45).

A l'EPP d'Itaosy, un cocktail Molotov a été jeté à l'extérieur d'un bureau de vote. Les forces de l'ordre sont présentes sur place. L'enquête est en cours. (Viva à 16.20).

A l'EPP des 67Ha, le président du bureau de vote refuse que le public assiste au comptage des voix car ils risquent selon lui, de détruire les tables et les chaises installées dans le bureau de vote. (Flash info sur MBS de 16.55).

Extrait du Flash report 6 du 19 mai 2019 (envoyé à 17.20)

Des cas d'irrégularités et de probables fraudes électorales ont été signalés à Tamatave, introduit MBS. Le candidat Tody Arnaud a expliqué qu'il y a des anomalies dans le déroulement des élections, voire des individus qui semblent vouloir exécuter des fraudes électorales. Des bulletins de vote auraient disparu, tandis que des individus qui ne résident pas à Tamatave seraient venus avec des candidats voter dans les bureaux de vote. (Flash info de 15.00 sur MBS).

Des fausses cartes nationales d'identité ont été découvertes par les forces de l'ordre lors du scrutin (Flash info de 16.00 sur MBS).

4. Partage des résultats d'analyse

Les résultats issus des analyses du monitoring des médias et du monitoring des violences électorales ont été partagés de trois manières différentes :

- Publication dans le site web du projet (www.pevmadagascar.eu) qui est alimentée systématiquement,
- Publication dans la plateforme d'alerte (www.alertepevmadagascar.eu) pour informer et sensibiliser le public plus large sur les actions.
- Partages lors des échanges bilatéraux ou multilatéraux :

Pour informer et inciter les institutions pouvant fournir des réponses quant aux alertes, un Comité d'Echange et de Conseil (CEC) a été mis en place, composée des acteurs qui sont autorisés à intervenir pour donner une réponse aux alertes et foyers de tension observés.

Des réunions sont également organisées de façon bilatérale avec les entités en charge du processus électoral tout comme avec des journalistes et acteurs de la société civile pour les sensibiliser quant à l'existence de la plateforme et de leur fournir un outil pour faire à leur niveau des sensibilisations et plaidoyers.

Cette collaboration et partage d'information existe aussi avec la Délégation de l'Union européenne, la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE), les projets financés par l'UE FANOA et FANDIO et les autres missions d'observations (UA, SADC, OIF).



Réunion
du comité d'échanges
et de conseils, septembre 2018



Réunion du comité d'échanges et de conseils, janvier 2019



PARTIE II : INITIATIVES DE REPONSES



Pour répondre aux alertes identifiées, de façon transversale, des débats et cadres de concertation multi-acteurs sont organisés à tous les niveaux pour échanger sur les enjeux et perspectives de l'apaisement et pour arriver à des plans de résolutions communs.

De plus, des émissions audiovisuelles ont été produites afin d'atteindre un public hétérogène. En effet, chaque mois (durant le projet), une thématique liée au contexte du moment est traitée pour sensibiliser un public plus large sur les enjeux de l'apaisement.

Les jeunes (surtout en milieu universitaire, car souvent des foyers de manipulations et tensions politiques), qui ont été privilégiés à travers l'organisation des séminaires ont pris des initiatives pour sensibiliser à leur tour et véhiculer les messages identifiés ensemble de façon créative. Ces derniers ont lancé une campagne intitulée : STOP à la manipulation, NON à la provocation et OUI à la discussion » à travers les flash mob, homme sandwich, émissions radiophoniques, slams et les réseaux sociaux.

De façon spécifique, des formations ont également été données aux professionnels des médias sur le « journalisme sensible au conflit » (environ 100 journalistes formés) vu que souvent les médias sont à l'origine des tensions (discours de haine, incendiaires, rumeurs etc.). A la suite de la formation, les journalistes ont créé le « Collectif des journalistes sensibles aux Conflits » qui reste actif et qui se réunit de façon régulière pour échanger et se donner des conseils.

1. Promotion d'espace de dialogue

1.1) Débats multi-acteurs :

L'objectif global du débat multi-acteur est d'accroître les synergies entre les différents acteurs locaux, à mettre en cohérence leurs actions pour la promotion d'une élection sereine, dans le respect mutuel, la tolérance et la paix.

Spécifiquement, il s'agit d' :

- Expliquer les principes de base de la prévention et gestion des conflits potentiellement liés aux élections,
- Échanger autour des défis constatés et les potentiels foyers de tension dans la zone en question et d'autre part,
- Impliquer tous les acteurs (notamment les acteurs politiques, les autorités administratives locales, les forces de sécurité, les institutions impliquées dans l'organisation et supervision du processus électoral mais également les autorités religieuses, traditionnelle et les organisations de la société civile et médias) dans le système d'alerte précoce et réponse rapide et encourager la confiance des populations en général vis-à-vis de ces acteurs.

13 débats multi-acteurs ont été organisés au niveau des chefs-lieux de provinces et chefs-lieux de régions sur les thèmes selon l'étape du cycle électoral.

Il s'agit de :

- Le respect des lois électorales : garant d'une élection crédible et d'un climat électoral apaisé,
- Les défis d'une liste électorale crédible pour un climat électoral apaisé,
- Les défis à relever au niveau local en vue d'un processus serein à Madagascar,
- Quels défis pour assurer un climat apaisé en vue d'un processus électoral serein à Madagascar ?
- Consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits,
- Les rôles des jeunes durant le processus électoral et les défis d'une liste électorale crédible pour un climat apaisé,
- Comment pérenniser les acquis des élections législatives de 2019 ?



Débat multi-acteurs à Fianarantsoa, avril 2018



Débat multi-acteurs à Majunga, juillet 2018



Débat multi-acteurs à Diego, février 2019

1.2) Cadre de concertation

A part la mise en place du dispositif d'alerte précoce, le KMF /CNOE- Education des citoyens, à travers des initiatives de réponses, a également organisé des espaces de dialogue et de concertation entre les différents acteurs électoraux, dans le cadre de la réalisation du projet PEV Madagascar.

Soucieux de leurs rôles et responsabilités, les différents acteurs électoraux ignoraient les avantages tirés d'une étroite collaboration afin de garantir la transparence et la crédibilité des élections. Il est indéniable que la responsabilité de chaque acteur a des corollaires sur le bon déroulement des élections y compris l'apaisement durant le processus électoral. D'où l'intérêt de la mise en place d'un espace de dialogue entre les différents acteurs tout en créant un climat de confiance, d'écoute et d'expression entre eux afin de maintenir la paix durant le processus électoral.

Compte tenu des expériences vécues du KMF/CNOE - Education des citoyens en matière d'organisation de débats multi-acteurs et communautaires, ce dernier a opté pour l'organisation des espaces d'échanges et de concertation tendant à créer une synergie d'action entre les acteurs électoraux pour des élections crédibles dans un climat de confiance et de sérénité durant le processus électoral.

Ces ateliers sont organisés par les coordonnateurs et points focaux sous la supervision directe de la coordination nationale de KMF-CNOE – Education des citoyens.

a. Objectifs

Les cadres de concertation ont pour objectif d'instaurer et de restaurer la confiance entre les différents acteurs électoraux afin de promouvoir un climat électoral apaisé pour des élections transparentes et crédibles.

Spécifiquement, ils visent les objectifs suivants :

- Échanges d'information,
- Sensibilisation sur l'importance de l'apaisement durant le processus électoral,
- Mobilisation des acteurs afin de préserver un climat électoral apaisé tout en prévoyant davantage la prévention et la gestion des éventuels conflits et violences liés aux élections en fonction du contexte local.
- Synergie d'action entre les acteurs électoraux.

b. Participants

Les participants et bénéficiaires des espaces d'échanges et de concertation multi-acteurs et communautaires sont les acteurs électoraux locaux, à savoir les démembrements locaux de la Commission Electorale Nationale Indépendante, les représentants au niveau du District, les responsables communaux, les chefs de Fokontany, les représentants des forces de Défense et de Sécurité, les responsables des services déconcentrés, les candidats et représentants des partis politiques, les autorités religieuses et notables, les représentants des associations et de la société civile locale ainsi que les simples citoyens.

L'idée est de mobiliser tous les acteurs afin de préserver un climat électoral apaisé tout en prévoyant davantage la prévention et la gestion des éventuels conflits et violences liés aux élections en fonction du contexte local.

c. Les thématiques :

Les cadres de concertation étaient organisés sur des thèmes spécifiques en fonction du contexte local et de l'évolution du cycle électoral à savoir :

- Les responsabilités des acteurs électoraux dans la préservation et la consolidation d'un climat électoral apaisé,
- Les mesures que les acteurs électoraux doivent prendre pour assurer l'apaisement au cours du second tour du scrutin présidentiel,
- Une liste électorale crédible et transparente, garant de l'apaisement durant le processus électoral,
- Le respect des lois électorales et le respect du choix des électeurs, garants d'une élection apaisée et acceptée par tous,
- Le vote responsable des électeurs dans un climat d'apaisement durant le processus électoral.

d. Types :

Les cadres ont été organisés suivant deux approches, selon qu'il s'agit de cadre de concertation multi-acteurs, ou des cadres de concertation communautaires :

- Au niveau des chefs-lieux des districts, visant particulièrement la participation des différents acteurs électoraux qui pourraient influencer chaque secteur concerné notamment les dirigeants politiques, l'administration électorale (CEP/CER/CED), l'administration territoriale, les FDS, les candidats, les leaders d'opinion, les responsables des organisations de la société civile, Médias.
- Au niveau des chefs-lieux des communes, dans des lieux de réunion accessibles au grand public pour servir non seulement d'un espace d'échange entre les citoyens, les chefs Fokontany et les membres des administrations mais aussi d'un espace ouvert à la sensibilisation électorale et à la culture de non-violence.

e. Déroulement

Les cadres se sont déroulés en quatre étapes :

- Le cycle électoral afin de sensibiliser les participants de ne pas se limiter au jour du scrutin et vulgariser les lois électorales,
- Les différents types de violence et l'importance d'un climat électoral apaisé,
- L'identification des risques et menaces pouvant affecter le processus et en se référant au contexte électoral passé,
- Les propositions des pistes d'actions.



Cadre de concertation à Andapa, avril 2019,



Cadre de concertation à Sambava,
Juillet 2018



Cadre de concertation
communautaire, Ambohimahitsy
janvier 2019,



Cadre de concertation
à Antsohihy, août 2018

1.3) Résultats des cadres de concertation

78 cadres de concertations multi-acteurs ont été tenus dans 38 districts et ont vu la participation de 4 071 personnes.

OBJECTIFS	PROPOSITIONS/RESULTATS
Les responsabilités des acteurs électoraux dans la préservation et la consolidation d'un climat électoral apaisé.	
<ul style="list-style-type: none">• Sensibiliser sur les violences électorales ;• Déterminer les éventuelles sources des conflits durant le processus ;• Entretenir une collaboration entre les différents acteurs électoraux ;• Prévenir les éventuels conflits liés au processus électoral ;	<ul style="list-style-type: none">• Collaboration démembrés CENI- sociétés civiles locales – médias pour la sensibilisation des citoyens ;• Engagement des acteurs électoraux à respecter la loi ;• Promesse des participants à œuvrer ensemble et collaborer afin de prévenir les conflits.
Les mesures que les acteurs électoraux doivent prendre pour assurer l'apaisement au cours du second tour du scrutin présidentiel.	
Déterminer les sources de conflits et les stratégies nécessaires afin de prévenir les troubles (au second tour de la présidentielle).	<ul style="list-style-type: none">• Ouverture et collaboration des démembrés de l'OGE, des représentants des autorités régionales, des FDS ;• Partage d'informations utiles entre les acteurs électoraux ;• Sensibilisation sur l'éducation électoral par les médias ;• Sensibilisation du BIANCO sur la corruption liée aux élections ;• Renforcement de la formation des membres du bureau électoral.

Une liste électorale crédible et transparente, garant de l'apaisement durant le processus électoral

Prévenir les conflits et réduire les éventuels troubles dus à la défaillance et aux irrégularités de la liste électorale.

- Mise en place d'un responsable permanent auprès des fokontany pour s'occuper de la révision annuelle de la liste électorale ;
- Régularisation de la situation des citoyens dans les registres auprès des fokontany ;
- Accélération de la remise des CNI par la collaboration entre la commune et les fokontany ;
- Contribution des CLRE à la sensibilisation sur la liste électorale par des visites à domicile ;
- Tenue d'une copie de la liste de rajout et des réclamations par les membres du CLRE ;
- Prise de conscience des citoyens sur la relation état-civil et liste électorale.

Le respect des lois électorales et le respect du choix des électeurs, garants d'une élection apaisée et acceptée par tous

Déterminer les points importants permettant de respecter le choix des électeurs afin de garantir l'apaisement durant le processus électoral.

- Renforcement de la campagne d'éducation électorale par les stations radios de proximité dans certains districts ;
- Formation des chefs de fokontany par la Préfecture sur le respect de la neutralité de l'administration ;
- Contribution des FDS en assurant la sécurité durant le jour du scrutin afin de faire respecter la liberté de l'exercice du droit de vote ;
- Renforcement de la sensibilisation des délégués de candidats par les partis politiques.

Le vote responsable des électeurs dans un climat d'apaisement durant le processus électoral

- Connaissance des électeurs des rôles et responsabilités des députés ;
- Importance du droit de vote, d'un choix éclairé et responsable ;
- Respect du choix des électeurs.

- Les acteurs électoraux prennent leurs responsabilités afin de prévenir les anomalies constatées durant les présidentielles.
- Les candidats présents se sont serrés la main pour conforter leurs engagements à respecter la loi.
- Les candidats vont renforcer la formation de leurs délégués.

1.4) Les résolutions

Avant de présenter le résumé des résolutions, des défis liés au processus électoral ont été relevés. Il s'agit de/du :

- La vulgarisation des lois électorales au profit des citoyens et les représentants des candidats ;
- Renforcement de la sensibilisation des électeurs sur l'importance de l'exercice du droit de vote ainsi que l'importance d'un choix éclairé et responsable ;
- Respect de la neutralité de l'Administration et la lutte contre les abus de pouvoir ;
- Respect des lois ;
- La lutte contre la corruption électorale ;
- La sensibilisation et le renforcement de la formation des membres du bureau électoral, des délégués de candidats ainsi que les responsables auprès du Fokontany.

Les résolutions communes prises au cours de ces cadres engageant ainsi les acteurs à :

- Collaborer avec les médias locaux pour faire une large diffusion des nouvelles lois électorales, auprès des citoyens dans les Fokontany,
- Faire des efforts pour respecter les lois,
- S'impliquer dans la vulgarisation de messages d'apaisement durant leurs actions respectives,
- Informer les responsables en cas d'incident et d'actes pouvant générer des violences,
- Continuer l'éducation et la sensibilisation des citoyens, information des responsables en cas d'incident de violence.

Particulièrement, les candidats aux élections législatives s'engagent à se respecter et à sensibiliser leurs partisans respectifs aux respects mutuels.



Cadre de concertation à Antsohihy,
août 2018



Cadre de concertation à Diego I,
août 2018

AVANTAGES DES CADRES DE CONCERTATION

- ☛ Renforcement de la motivation pour la participation citoyenne effective au processus électoral.
- ☛ Lieu pour diffuser/recueillir les informations.
- ☛ Présence de différents acteurs locaux (administrations diverses ayant lien avec les élections et/ou ayant large accès à la population –santé, éducation-, partis politiques de toute tendance, médias locaux, OSC, notables et leaders d'opinions locaux, citoyens) permettant d'enrichir les échanges et d'accroître les personnes portant intérêt au processus électoral en cours.
- ☛ Outil de prévention/gestion de conflits : collecte des préoccupations et frustrations, éclaircissement des malentendus.
- ☛ Moyen pour diffuser les lois électorales.
- ☛ Cadre propice à des engagements moraux entre les acteurs présents.
- ☛ Espace pour créer aussi un lien social et civique et valoriser la liberté d'expression d'un individu (droit à la parole), particulièrement les individus qui n'ont pas eu la parole au sein de la société.

LECONS APPRISES

- ☛ S'informer sur les événements locaux et le contexte local afin de bien choisir la date propice aux échanges pour toucher un maximum d'acteurs bénéficiaire.
- ☛ Le rappel des rôles et responsabilités de chaque acteur pour faciliter la collaboration et la responsabilisation des participants.

2. Emissions audio-visuelles : émissions radios (débat, spots), spots TV

Facilement accessible par un public hétérogène, la radio est éminemment utile pour la sensibilisation et la mobilisation de la population. De plus, les radios sont les médias les plus écoutés à Madagascar. C'est pourquoi, une grande importance est accordée aux productions radiophoniques afin de cibler le maximum des citoyens, surtout les groupes les plus vulnérables (les personnes illettrées et analphabètes) et qui n'ont pas accès aux sources d'information autres que la radio, à la prévention et gestion de conflits liés aux élections.

Les productions audiovisuelles comme les spots TV qui attirent plus facilement les citoyens sont à privilégier, en raison de leur durée d'environ une minute diffusée plusieurs fois, permettant l'appropriation des messages clés par les auditeurs.

De plus les émissions radiophoniques et télévisés constituent un outil efficace pour prévenir et gérer les conflits.



2.1) Les émissions radiophoniques

La radio est l'outil de communication par excellence, vu le taux de pénétration de la radio sur la couverture nationale et par le fait que c'est le moyen le moins coûteux pour les ménages, la radio est l'outil qui accompagne les gens dans leur quotidien.

Dans le cadre du projet PEV Madagascar, la Coalition des radios pour la consolidation de la paix à Madagascar est en charge de la production des émissions radiophoniques à savoir des émissions Farimbona, des spots, un théâtre radiophonique et des vox pop pour donner la parole aux citoyens.

Notons que la coalition des radios compte 30 membres et travaille avec des radios partenaires qui diffusent les émissions à différentes heures (selon la station), ciblant ainsi un public plus large, comme le montre le tableau suivant :

<ul style="list-style-type: none">• Radio Haja (Antsirabe)• Radio Soanivo Antsirabe• RTA Mahajanga• JRDB Mahajanga• Radio Feon'ny vahoaka• RNM Mahajanga• ECAR Fanantenana Ambanja• Radio Faniry Diego• Radio Feon'Imerina• Radio Cactus• Radio Fanambarana Tuléar	<ul style="list-style-type: none">• Radio Mampita Fianarantsoa• Radio Tsiry Fianarantsoa• RAT Ambalavao• Radio Feon'i Mania• Radio Soatalily Toliara• Radio Antsivabe Morondava• Radio Kolondoy Morondava• Radio Université Toliara• Radio Five Morombe	<ul style="list-style-type: none">• Radio Fafi Tsiroanimandidy• Radio Voanio• RNM Toamasina• Radio Forum Analanjirofo• Ny Antsika Toamasina• Radio LAFA Fort dauphin• Radio Josvah Fort Dauphin• Radio Tanà• Radio Antsiva• Radio Fitahiantsoa
--	---	---

a. Emissions Farimbona

a.1) Objectifs :

- Promouvoir le projet et le système mis en place,
- Multiplier et diffuser les appels à la paix,
- Donner la parole aux citoyens,
- Impliquer les médias, notamment les radios partenaires, pour la préservation de la paix sociale,
- Créer des espaces de rencontres citoyens- FDS- Médias- OSC- politiciens pour débattre et échanger autour de thématiques.

a.2) Thèmes :

- Importance de la prévention et gestion de conflits et les actions du projet PEV,
- Rôles des différents acteurs,
- Rôles des médias dans la prévention et gestion de conflits,
- L'utilisation des réseaux sociaux : avantages et limites,
- Rôles des FDS durant le processus électoral,
- Vote responsable,
- Traitement des résultats et contentieux,
- Appel au calme,
- RALE et préparation des élections législatives.

a.3) Résultats

- 14 émissions Farimbona produites, diffusées par les stations membres et partenaires de la coalition des radios, et publiées sur le site web du projet.

a.4) Diffusions

STATION	VILLE	REGION	DIFFUSION
Radio Faniry	Diego	Diana	Vendredi fin du mois – 20.00
Radio Voanio	Toamasina	Antsinanana	Vendredi fin du mois – 13.00
EKAR Fanantenana	Ambanja	Diana	Deuxième Jeudi du mois – 20.30
RTMY	Nosy Be		Samedi fin du mois – 15.00
RNM	Majunga	Boeny	Premier vendredi du mois – 15.00
JRDB	Majunga	Boeny	Vendredi fin du mois – 11.05
RTA	Majunga	Boeny	Vendredi fin du mois – 16.00
Radio Antsiva	Antananarivo	Analamanga	4 ^{eme} Lundi et mardi du mois - 16.00
Radio Feon'ny Vahoaka	Antananarivo	Analamanga	Samedi premier du mois – 15.00
Radio Feon'Imerina	Antananarivo	Analamanga	Samedi premier du mois – 08.00
Radio Tanà	Antananarivo	Analamanga	Deuxième Mardi du mois – 20.00

Radio Fitahiantsoa	Antsirabe	Vakinankaratra	Samedi fin du mois – 19.00
Radio Haja	Antsirabe	Vakinankaratra	Vendredi fin du mois – 13.30
Radio Soanivo	Antsirabe	Vakinankaratra	Vendredi fin du mois – 20.00
Radio Feon'i Mania	Ambositra	Amoron'i Mania	Premier Mardi du mois – 17.30
Radio Tsiry	Fianarantsoa	Matsiatra Ambony	Samedi fin du mois – 15.00
RAT	Ambalavao	Matsiatra Ambony	Troisième Jeudi du mois – 20.30
RAT	Ambalavao	Matsiatra Ambony	Troisième Jeudi du mois – 2030
Radio Mampita	Fianarantsoa	Matsiatra Ambony	1ère Dimanche du mois – 12.00
Radio Ny Antsika	Toamasina	Atsinanana	Deuxième Jeudi du mois – 19.00
RNM	Toamasina	Atsinanana	Mercredi fin du mois – 09.00
Radio Forum	Fénérive-Est	Analanjirifo	Vendredi fin du mois – 19.00
Radio FAFI	Tsiroanomandidy	Bongolava	Jeudi fin du mois - 18 .30
Radio ANTSIVABE	Morondava	Menabe	Premier Lundi du mois – 13.30
Radio Kolondoy	Morondava	Menabe	Premier Lundi du mois – 13.30
Radio Josvah	Fort Dauphin	Anosy	Deuxième Samedi du mois – 18.00
Radio Lafa	Fort Dauphin	Anosy	Jeudi fin du mois - 17 H00
Radio Fanambarana		Androy	Mercredi fin du mois – 13.00
Radio Université	Tuléar	Atsimo Andrefana	Vendredi fin du mois – 17.00
Radio SOATALILY	Tuléar	Atsimo Andrefana	Samedi fin du mois – 15.00
Radio Five	Morombe	Atsimo Andrefana	Deuxième Vendredi du mois – 15.15



Prise de son avec les représentants
de Andrimaso, de la Gendarmerie,
et de Transparency International
Madagascar, juillet 2018

Prise de son avec les représentants
de FDS (Armée et Gendarmerie,
novembre 2018



Prise de son avec les partisans des deux
candidats à l'élection présidentielle,
décembre 2018



Prise de son avec le représentant
de la CENI, mars 2019



Exemple :

Emission N° 6 :

« Réseaux sociaux dans le contexte électoral, que faire pour préserver la paix ? »
avec Mr RAKOTONDRAZAKA Fanomezana (Rapporteur Général de la CENI)
et Mr RAKOTOMALALA Setra (Blogueur) comme invités.

L'objectif global :

- Discuter du phénomène des réseaux sociaux dans le contexte électoral,
- Faire une lecture objective de ce qui se passe sur les réseaux sociaux actuellement concernant les élections,
- D'analyser le phénomène comme foyer de tension et les risques que cela représente pour la paix sociale,
- De partager les règles imposées par la loi sur la cybercriminalité,
- De faire appel à la participation citoyenne en matière de bonne conduite.



Prise de son avec le représentant de la CENI et un Blogger, août 2018

b. Emissions régionales interactives

b.1) Objectifs :

- Valoriser les informations locales,
- Capitaliser les vécus de la population et des acteurs locaux par région sur divers thématiques,
- Détecter les foyers de frustration potentiellement source de conflits au niveau local,
- Contribuer à faire passer les appels à la paix au niveau local.

b.2) Thématiques :

- Les radios locales traitent de thématiques sur la paix, les élections etc. à partir de leurs réalités au niveau local.

b.3) Résultats :

- 6 émissions régionales produites,
- Participation des auditeurs à travers les appels, sms.

c. Spots radiophoniques

c.1) Objectifs :

- Véhiculer des messages clés à la population d'une manière concise sur la paix et la tolérance, la sécurisation du processus électoral,
- Partager les bonnes pratiques à la population et les sensibiliser sur les points d'attention. Exemple : recoupement des informations,
- Transmettre les messages des partenaires du projet (comme la CENI).

c.2) Thèmes :

- Les thématiques des spots sont sur:
- L'appel à la paix : responsabilité de chaque acteur, vérification des informations reçues, Non à toutes incitations à la haine et provocation, respect mutuel,
- Importance des débats,
- Respect des lois pour une reprise de confiance,
- Respect des choix d'autrui et du Fihavanana,
- Incitation au vote,
- Importance de vote et utilisation du bulletin unique,
- Messages pour les candidats aux élections présidentielles,
- Acceptation des résultats et appel à la paix (par rapport aux élections présidentielles),
- Révision Annuelle de la Liste Electorale,
- Incitation au vote pour les élections législatives,
- Responsabilité civile et politiques des citoyens.

c.3) Produits

- 20 spots radiophoniques ont été conçus par la Coalition des radios pour la consolidation de la paix à Madagascar à travers le projet PEV Madagascar. Ils sont diffusés dans 11 régions de Madagascar à travers les stations membres et partenaires de cette coalition.

EXEMPLE D'UN MESSAGE de SPOT

Suivre les nouvelles est utile, ne vous laissez pas manipuler aveuglement. La solution pour un meilleur avenir est le dialogue dans le respect et la paix sans aucune provocation.

N'acceptez pas les rumeurs. Vérifiez ce que vous entendez. Suivez les informations vérifiées sur le site alerte pev madagascar.

d. Théâtre radiophonique

d.1) Objectif :

- Participer à la dissémination du contenu du « guide des citoyens pour la collaboration des acteurs en vue d'un climat électoral apaisé » de manière ludique pour cibler la masse.

d.2) Résultats

- Les rôles de tous les acteurs, en particulier les FDS durant le processus électoral ont été partagés à travers le théâtre radiophonique,
- La population est informée et éduquée sur l'élection et leurs étapes,
- La perception des citoyens envers les FDS est améliorée.



Prise de son avec les acteurs
lors de la production
du théâtre radiophonique :
"Election à
Ambohimarovato",
mars 2019

AVANTAGES

- ✦ Les grilles de programme et les contenus des radios sont enrichis avec de nouvelles notions comme la paix en période électorale et le rôle de chaque acteur,
- ✦ Les rôles de FDS dans le contexte électoral sont partagés,
- ✦ Les acteurs du processus électoral sont mis en contact,
- ✦ Les textes et lois non seulement les textes sur l'élection mais d'autres comme ceux de la cybercriminalité et le code de la communication sont vulgarisés,
- ✦ Des messages sur la paix, la sécurité, sur le processus et les acteurs dans le contexte électoral sont diffusés,
- ✦ Les messages des acteurs électoraux sont partagés,
- ✦ Les membres de la coalition des radios se sont engagés d'une manière bénévole en partageant les messages dans le cadre du projet PEV gratuitement,
- ✦ Collaboration entre les acteurs électoraux (FDS, CENI, partenaires du projet PEV) dans la formulation des messages.

2.2) Les spots télévisés

En voyant l'évolution croissante des incidents de violence (cf. résultat d'analyse du monitoring de la violence électorale), la CENI a demandé la production des spots télévisés.

a. L'objectif :

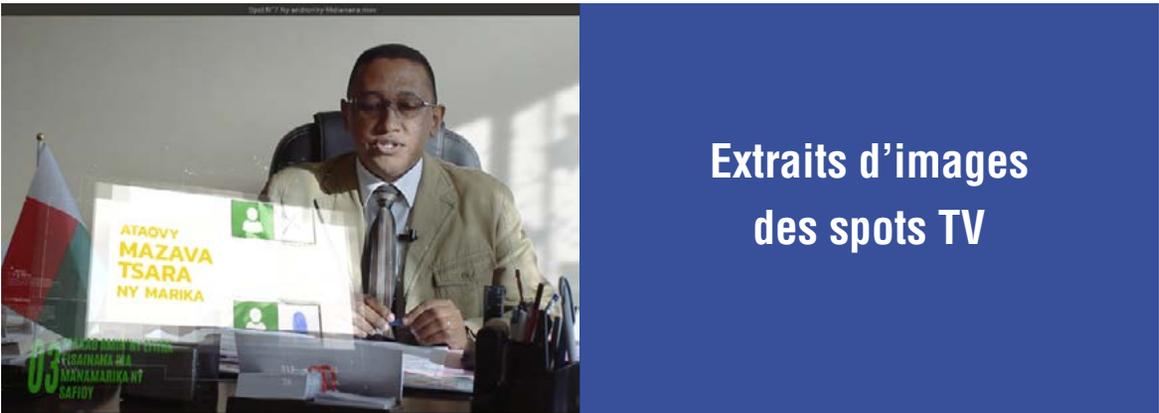
Il s'agit de contribuer à la prévention et gestion de conflits/violences liés aux élections et de promouvoir un climat apaisé durant les élections législatives à travers des productions de spots et sensibiliser tous les acteurs électoraux et les citoyens.

b. Les thématiques :

- Les rôles de la CENI,
- Les rôles des députés,
- L'observation électorale,
- Les jeunes, voix de la paix,
- La campagne électorale,
- Le vote responsable,
- Le déroulement du jour du scrutin,
- Le contentieux en matière d'élection,
- Le traitement des résultats,
- L'acceptation des résultats et l'appel à la paix.

c. Diffusion :

Les spots télévisés ont été diffusés à la chaîne nationale, publiés sur les pages facebook de MadAlerte, de la CENI, de KMF/CNOE, de Liberty 32 et sur le site web du projet.



3. Initiative des jeunes

Si l'on veut construire et maintenir un climat de paix, il est nécessaire d'impliquer les jeunes dans le processus de mise en place d'un environnement favorable pour la tenue des élections sans violence ; ils sont des acteurs incontournables. D'ailleurs, les jeunes, notamment les universitaires, peuvent être les premières cibles de la manipulation politique. D'autre part, ils sont dynamiques, ambitieux et créatifs et peuvent être de porteurs de messages efficaces pouvant s'influencer mutuellement et agir sur les autres membres de la société. D'où l'importance de faire des actions pour :

- Informer et sensibiliser les jeunes,
- Créer des espaces de débats et de dialogue au sein des universités et associations de jeunes sur les questions de la prévention de conflit,
- Impliquer les jeunes dans une campagne de sensibilisation pour une culture de tolérance et de paix.

Cette approche répond aux principes stipulés dans les textes suivants : Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies traitant de l'importance des jeunes dans le processus de consolidation de la paix adoptée en décembre 2015, la Charte Africaine de la Jeunesse, adoptée en juillet 2006 (Article 17)³ et la Politique Nationale de la Jeunesse, Loi n° 2015-38 (Article 4)⁴.

L32 et AuProG qui s'engagent dans l'empowerment des jeunes et de la promotion du genre sont en charge de l'organisation du séminaire et du suivi des engagements des jeunes tout au long du projet.

3 L'article 17 définit entre autres le besoin de : « Renforcer les capacités des jeunes et des organisations des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la résolution des conflits à travers la promotion d'une éducation interculturelle, l'éducation au civisme, à la tolérance, aux droits humains, à la démocratie, au respect mutuel de la diversité culturelle, ethnique et religieuse, et à l'importance du dialogue, de la coopération, de la responsabilité, de la solidarité et de la coopération internationale».

4 Article 4: La jeunesse, de par son poids démographique, nantie de pensée et d'attitudes novatrices, constitue une force de changement lui conférant le statut de ressource stratégique de développement.

3.1) Séminaires des jeunes

a. Objectifs :

Les séminaires visent à inspirer et à motiver les jeunes d'être des porteurs de messages de paix à travers leurs engagements dans le processus électoral.

Les objectifs spécifiques sont :

- Comprendre les enjeux électoraux en général et à Madagascar, et la place des jeunes dans le processus électoral ;
- Mettre en place les initiatives d'espace d'échanges et de sensibilisation pour la promotion d'une culture de paix dans le processus électoral principalement vis-à-vis des acteurs politiques et les forces de sécurité ;
- Comprendre des techniques de plaidoyer et de persuasion, particulièrement les pratiques innovantes.

b. Cibles :

165 jeunes étudiants (dont 99 femmes) dans les 6 universités publiques des 6 provinces de Madagascar ont participé au séminaire. Ils sont membres de partis politiques, d'organisations de la société civile, d'association de mentions, d'association culturelle, d'association confessionnelle, d'association originaire, ...

c. Déroulement

3 types de séance ont eu lieu pendant le séminaire dont : animation (une séance courte pour créer un dynamique de groupe), session (composée d'une présentation de la thématique, à travers différents formats comme la vidéo, l'exposé, le témoignage, la prestation artistique suivie de discussion et de prise de position pour conduire des résolutions individuelles et communes) et action qui est une approche pratique pour concrétiser les initiatives.

d. Résultats

Les idées partagées durant le premier jour ont été transformées en messages de sensibilisations.

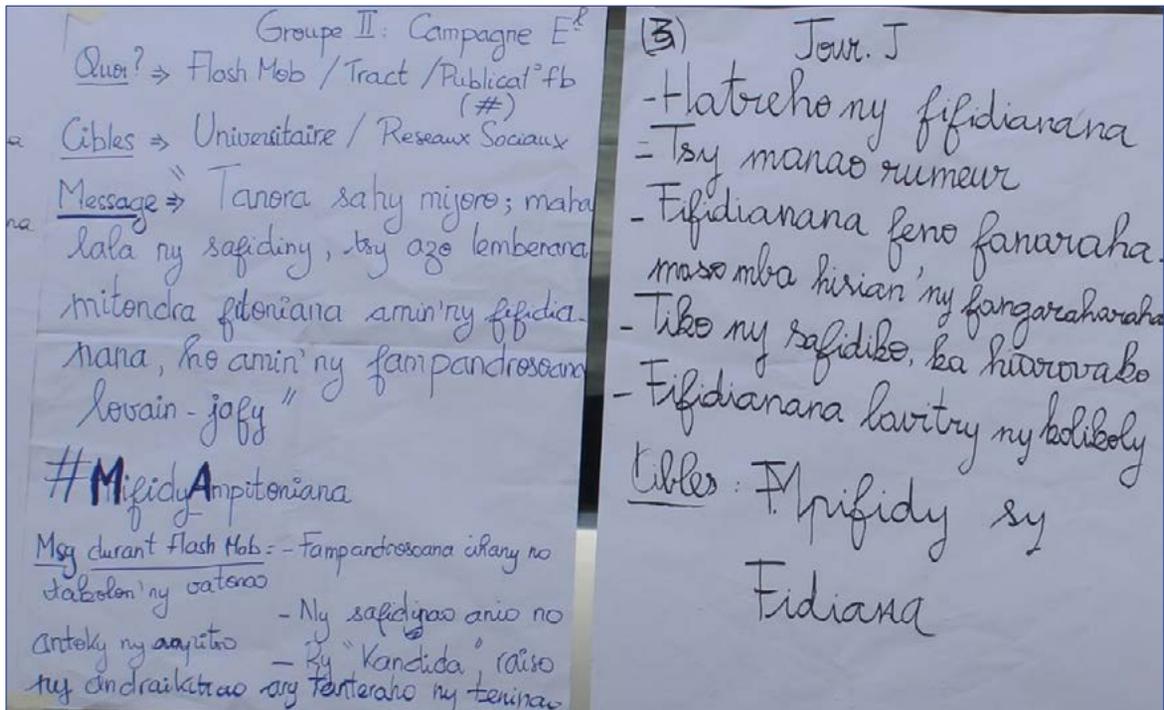
Exemples :

✿ « *Sahia maneho hevitra raha misy tsy milamina momba ny fikarakarohana ny fifidianana* »

✿ « *Filaminana ihany no antoky ny fifidianana* »

✿ « *Ry namana tanora ... aza manaiky atao fitaovana mandritry ny fifidianana* » .

Ces messages ont été partagés au public lors de flash mob effectué le deuxième jour du séminaire.



Exemples de messages identifiés par les jeunes lors des séminaires en 2018



Flashmob à l'université d'Antananarivo, mai 2018



Flashmob sur le bord de Majunga, juillet 2018

e. Résolutions :

Les jeunes ont dénoncé les formes de pratiques incitant aux conflits et violences électorales. Ils ont affirmé que tous les jeunes jouent un rôle important dans la mobilisation à la non manipulation d'informations, et des citoyens.

La grande résolution des séminaires se porte sur ce message :

☛ « **Stop à la manipulation, Non à la provocation, Oui à la discussion** »

☛ « **Ajanony ny fandrekirekena, Atsaharo ny fihantsiana, ndeha hifampiresaka** »

3.2) Développement des outils de sensibilisation (Initiatives après les séminaires) :

Les jeunes ont pris l'initiative de traduire les messages en dialectes locaux pour mieux les véhiculer et ont décidé de concevoir des outils de sensibilisations à savoir des affiches sur les candidats et des signets avec les messages des jeunes.

a. Versions en dialectes des messages

✿ *Ajanony ny fandraikiraikena! Atsaharo ny fiantsiana! 'Ndeha ifampiresaka! (Antananarivo).*

✿ *Engao ty fagnagegea, ajanono ty fila aly, ndao fifampiresaky! (Toliara).*

✿ *Basy zay ny fandraikirekena, Basy koa zay ny fandrangitana, Miavia mikoragna! (Mahajanga).*

✿ *Aegneny ny fameiverezana! Tsa ikena koa ny mifanihitsihy! anô atao fagnigna! (Fianarantsoa).*

✿ *Aza magneky katramogna, OKA 'zay ny fitaritagn'ady, 'ndao hikoragna! (Toamasina).*

✿ *Voleza misoma jerin'olo, Ajanona fandrangitagna olo, Asiava koragna! (Diego).*

b. Conception de signet et affiches de sensibilisation

The image displays three vertical posters for PEV Madagascar, each featuring a message in a different dialect and the hashtag #paix mdg. The posters are set against a blue background with a white and red decorative border at the top. Each poster includes the PEV Madagascar logo at the top, which consists of a stylized 'V' and 'M' with a checkmark, and the text 'PEV MADAGASCAR' and 'Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentielles liés aux élections à Madagascar'. The messages are in red text, and the hashtag #paix mdg is in green and red. At the bottom of each poster, there is a small graphic of a peace symbol and a hand holding a green flag, along with the hashtag #MadAlerte and the website www.pevmadagascar.eu.

Poster 1 (Antananarivo):
"Moi, jeune, refuse d'être un instrument de violence."
Séminaire des jeunes, Fianarantsoa, avril 2018
Conception : ELS pour Liberty 32/AUProg
Photo : David, Séminaire Tanà

Poster 2 (Toliara):
"Izaho tanora tsy manaiky atao fitaovana hanakorontana."
Seminaran'ny tanora, Fianarantsoa, avril 2018
Ranorana : ELS ho an'ny Liberty 32/AUProg
Sary : David, Séminaire Tanà

Poster 3 (Mahajanga):
"Ajanony ny fandraikiraikena! Atsaharo ny fihantsiana! 'ndeha hifampiresaka!"
Seminaran'ny tanora momba ny fisorohana disadisa amin'ny hifidianana 2018
Conception : ELS pour Liberty 32/AUProg
Photo : David, Séminaire Tanà

 1 RASOLOFONJAO Waingo Avotra ho an'i'y Firenena	 2 RAKOTOFIRINA Richard Razafy S.J.M.M	 3 RANDRIAMANANTSOA Fabera Kintana	 4 RASOLDFONDRAOGOLO Zafimahalo di Dama Manorajy Valohaka	 5 JULES Etienne Holland MaFi	 6 RATSIETSON Jean-Jacques Jodida FMI-MA	 7 ANDRIANTSEHENO Marcelin Tafa Jaly	 8 RABARY Andriana Paul MASA
 9 RADOHARISOA Sarahia Pariti Libral Démocrate	 10 RADAISON Andriampary Benjamin FFF	 11 RAFALIMANANA Ny Rado Ny Fombé	 12 RAJAONARIMAMPIANINA Hery Martial HVM	 13 RAJOELINA Andry Nirina LGV	 14 BEZAZA Marie Eliane Pascaline PSD	 15 ANDRIANOELISON Jose Michel Aro Hako	 16 NARISON Stephen ACMF
 17 RAJANARY Erick MAMMI	 18 RAMAROSON Ailette Vondrona Tia tanindrazana ho an'i'ny fanononana an'i Madagasikara	Manana safidy ianao Fantaro ireo kandidà!				 19 BERIZIKY Jean Omer Antsika Madagasikara	 20 RANDRIAMAMPISONA Joseph Martin HIM
 21 RATSIRAKA Didier Ignace AFEMA	 22 MAHAFALY Olivier Solonandrasana Association Ombibetoni Madagasikara	 23 RADOLFE Mamy Richard RDS	 24 ERIAVIO Fahirias Zanak'i Madagasikara et Parti Travailleurs Malagasy	 25 RAVALOMANANA Marc TIM	 26 IMBEH Serge Jovial AFIMA	 27 RAVELONARIVO Jean ABA	 28 RANDRIAMPRASATA Solo Norbert UDCMA - KMTP
 29 ZAFIVAO Jean Louis Geay Hifanoloa	 30 RASOLONJATOVO Palampamonona Tsily	 31 RAKOTOMAMONJY Jean Max Leader Fombé	 32 RABARIHOELA Bruno Fawima	 33 RATSIRAKA Roland MTS	 34 Andre Christian Dieu Donne di Pasteur Marhol GPFM	 35 ROBMANANA Okando Madagasikara Vini sy Fanantsonana	 36 RASOLOVAINGY Roseline Emma EMA

**Ajanony ny fandrekirekena!
Atsaharo ny fihantsiana!
Ndeha ifampiresaka!**

Mpiara-miasa

#MadAlerte



Affiches de sensibilisation et d'interpellation

3.3) Initiatives des jeunes (après les séminaires)

Des activités et initiatives de sensibilisations ont aussi été décidées par les jeunes séminaristes telles que le concours national vaky sôva, slam et poésie ; des activités de campagnes multimédia, caravane et/ou flash mob pour l'apaisement et la sensibilisation au vote.

a. Débats

a.1) Débat en panel sur le thème : « Facebook, bénéfique ou nocif pour le climat électoral » :

Actuellement, on peut dire que les réseaux sociaux, dont Facebook, constituent un nouvel espace de discussion, d'information incontournable de la vie quotidienne. Le débat a été initié suite aux résultats d'analyse du monitoring des médias qui montrent l'utilisation accrue des réseaux sociaux par les politiciens pendant les campagnes.

Les objectifs :

- Partager les bons usages de Facebook,
- Discuter et analyser avec les jeunes les enjeux que cet outil peut avoir sur le processus électoral,
- Dégager des perspectives d'avenir et des engagements de chaque partie prenante pour que les électeurs puissent exprimer sereinement leur choix.

Les panélistes :

Ce sont des représentants des partis politiques, des OSCs et un spécialiste en communication.

La modération était assurée par les jeunes dans les localités où se déroulent les débats.

Résultats :

3 débats ont été organisés à Antananarivo, Majunga et Tuléar entre les 2 tours des élections présidentielles avec la participation de 95 personnes.

Résolutions :

Facebook constitue un outil incontournable et efficace pour la campagne et pour la sensibilisation électorale, mais risque en même temps de nuire au climat électoral faute d'une réglementation sérieuse. Chaque citoyen est responsable de l'instauration d'un climat favorable à l'élection en commençant par le bannissement des « fakenews ».



a.2) Discussion et échanges en promouvant le motto « Les jeunes, la voix de la paix »

13 débats dans 9 districts de Madagascar (Diego, Majunga, Antananarivo, Tamatave, Fianarantsoa, Soavinandriana Itasy, Ambatondrazaka, Morondava), avec la participation de 383 jeunes.

Objectif :

Offrir des espaces de dialogue et d'échange entre les jeunes afin de les impliquer à être des citoyens responsables en faveur d'un climat électoral apaisé.

Objectifs spécifiques :

- Initier et conscientiser les jeunes sur leurs droits et responsabilités en tant que citoyens.
- Familiariser les jeunes à la prise de parole en public tout en vivant la culture de la paix et de non-violence.
- Appuyer les initiatives des jeunes et favoriser la pérennisation des réseaux de jeunes formés.

Thèmes discutés :

- Les jeunes, acteurs dans l'apaisement du processus électoral,
- L'importance des élections législatives,
- L'importance de l'engagement des jeunes pour impacter positivement le processus électoral - La participation des jeunes pour un processus électoral apaisé,
- Partage sur les lois législatives et les rôles des jeunes dans la mise en place d'un climat apaisé en faveur du processus électoral,
- Les lois électorales » et « l'importance de la participation des jeunes dans processus électoral.

Résultats :

19 ateliers ont été organisés dans 8 districts à savoir Fianarantsoa, Tamatave, Antananarivo, Majunga, Diego, Soavinandriana Itasy, Ambatondrazaka et Morondava.

3 de ces ateliers ont été combinés avec d'autres activités comme la sensibilisation et l'exposition des messages et initiatives des jeunes issues des séminaires.

b. Campagne médiatique

Actuellement, on assiste à l'émergence des nouvelles technologies de communication, par la vulgarisation de l'internet, surtout les réseaux sociaux, mais on ne peut pour autant pas se passer des médias traditionnels.

b.1) Emissions radiophoniques et interactives:

Une part majeure de la population reste fidèle aux radios comme première source d'information et de divertissement à Madagascar. Cela concerne aussi bien la population rurale qu'urbaine. C'est pourquoi Liberty 32 a décidé d'inclure des thématiques relatives aux initiatives des jeunes entreprises dans le cadre du projet dans ses émissions radiophoniques hebdomadaires « Saomampita ». L'émission est diffusée en direct à la Radio Don Bosco (FM 93.4) – une station privée ayant une couverture nationale – tous les vendredis de 10.00 à 11.00 et produite et animée par des bénévoles de l'association.

Objectif

- Véhiculer les messages des jeunes ;
- Conscientiser la population (surtout les jeunes tout en touchant un public hétérogène) sur les comportements à adopter pour prévenir les violences électorales et promouvoir le vote responsable ;
- Partager les informations essentielles dont les cadres juridiques des élections pour minimiser les conflits liés aux élections ;
- Donner un espace d'expression citoyenne ;
- Sensibiliser les électeurs au vote responsable durant le jour du scrutin tout en faisant un appel au calme à tous les acteurs et la population.

Thématiques

- Les jeunes et l'élection ;
- Les lois électorales et RALE ;
- Calendrier des élections présidentielles ;
- Election, pouvoir du peuple ;
- Appel à la paix : « stop à la manipulation, non à la provocation, oui à la discussion ;
- Cadres juridiques concernant les campagnes électorales : les comptes et matériels de campagne ;
- Votes responsables et le profil des candidats à l'élection présidentielle
- Collaboration entre FDS et citoyens pour la mise en place d'un climat électoral apaisé ;
- Déroulement du scrutin, dépouillement et rôles des observateurs pendant le jour J ;
- Traitement des résultats et contentieux électoraux.

Produits :

12 émissions interactives et 3 émissions spéciales (les jours de scrutin de 7.00 à 17.00) ont été effectuées avec les coordonnateurs, points focaux à part les animateurs volontaires de l'organisation. Les représentants de la CENI, des FDS et des OSCs ont été invités afin de répondre directement aux appels et sms par les auditeurs.



b.2) Campagne sur les réseaux sociaux :

À l'issue des séminaires, les jeunes ont décidé de partager les messages de paix en faveur du processus électoral apaisé, tout en utilisant les méthodologies innovantes apprises durant les ateliers comme l'utilisation des hashtags tels que **#MadAlerte**, **#youth4peace**, **#PevMadagascar**, **#Election2018**.

Ces hashtags ont été utilisés tout au long du projet.

Pour se démarquer et partager des messages de sensibilisation contre les agissements provocateurs liés aux élections que se font les partisans des candidats, les jeunes promoteurs de paix et les utilisateurs (qui sont contre ces agissements malveillants) ont été invités à utiliser un décor Facebook.



b.3) Activités de sensibilisation de proximité

Les jeunes ont organisé des sensibilisations flashs à travers des actions directes dans les rues.

Objectif

- Conscientiser les gens par des contacts directs,
- Montrer que les jeunes sont actifs et participent au processus électoral et sont sensibles à la question de la paix,
- Véhiculer les messages identifiés ensemble de manière différentes,
- Echanger avec les personnes intéressées par leurs messages.

Thématiques

- Appel à la paix : « stop à la manipulation, non à la provocation, oui à la discussion ;
- RALE ;
- Vote responsable,
- « Moi, jeune refuse d'être un instrument de violence ».

Format

- Visite à domicile,
- Hommes sandwich,
- Marche,
- Flash mobs,
- Caravanes.

Résultats :

Au total, 13 sensibilisations sur terrain ont été réalisées dans 8 districts (Fianarantsoa, Tamatave, Antananarivo, Soavinandriana Itasy, Ambatondrazaka, Majunga, Diego, Tuléar).

*« Soyons responsables », « refusons d'être des instruments de violence électorale », « promovons les débats d'idées pacifiques »,
« votons responsables », ...*



Sensibilisation des rues effectuées par les jeunes dans différents districts

b.4) Concours de « Slam, vaky sôva et poésie »

Ce concours n'est autre que la suite des résolutions prises lors du séminaire des jeunes universitaires qui a eu lieu en avril 2018 à l'Université de Fianarantsoa.

Objectifs

Ce concours vise à encourager les jeunes de 16 à 30 ans à donner leurs points de vue en faveur des élections. Les objectifs spécifiques sont :

- Promouvoir l'implication des jeunes dans l'instauration et la promotion d'un climat électoral à travers des arts,
- Véhiculer des messages d'apaisement à l'issue des élections présidentielles et avant les élections législatives,
- Prévenir aux éventuelles anomalies sur la liste électorale qui sera utilisée pour les prochaines élections,
- Rappeler aux citoyens l'importance d'un vote responsable.

Thèmes

Le concours se portait sur trois thèmes aux choix dont :

- Le respect des résultats de l'élection,
- Messages pour le nouveau Président de la République de Madagascar,
- Sensibilisation des citoyens à vérifier leur nom dans la liste électorale et d'opter pour un vote responsable.

Ces thèmes consistaient à prévenir d'éventuels troubles durant la période électorale, plus précisément celle de la post-électorale, il promeut aussi l'instauration d'un climat paisible pour la prochaine élection qu'est l'élection législative en y incluant un thème se rapportant au RALE.

Résultats

35 textes ont été reçus lors du concours en question dont 34 remplassaient et respectaient les conditions exigées.

A l'issue de la délibération, 6 lauréats ont été choisis pour s'affronter en finale à Fianarantsoa, à l'Alliance Française le 23 février 2019.



Les trois personnes qui ont été primées lors de la finale sont :

- Le premier prix à RAZAFINDRATSIMBA Nyrhon (Haute Matsiatra) dont le texte porte sur la sensibilisation des citoyens à vérifier leur nom dans la liste électorale et à opter pour un vote responsable,
- Le deuxième prix à RAKOTONDROSOA Stephanie Heriniaina (Analamanga). Sa prestation a été un message pour le nouveau président,
- Le troisième prix à RAKOTOVAO Nirina Jean Berthin (Analamanga). Son œuvre est un message pour le nouveau Président.



**Finale du concours
« Slam, Vaky sôva, poésie »
à l'Alliance Française de Fianarantsoa,
février 2019**

Adidintsika !

(texte du lauréat)

Hevero sakaiza ny fiainan'ny vitsika
Na ora-mikija na andro migaina
Miray hina sy miasa amin'ny vitrika
Tsisy mitrobona, tsisy malaina

Mibaribary fireny na kely
Efa iny amin'ny zoto ny ataony rehetra
Kizay mosalahy mandehana mijery
Hisintona lesona mba hiova toetra

Ny fiaraha-moniny: soa sy mirindra
Mivoatra, mandroso raha lazalazaina
Satria na ami-mora na sarotra indrindra
Dia indreny ny vitsika miray saina

Koa ireny no andao mba hianarana re
Fa tsy fombany mantsy ny tsy hanao adidy
Sa izay fandrosoana tsy mety am'ise?
ka na misy aza mamy dia aleonao mangidy

Fa ny olo mazàna no be hakamoana
Minia be marenina koa raha entanina
Mandehalalan-kafa rehefa antsoina
Misary tsy rototra sy mody fanina

Ka ity tononkalo soratako ity
Hanentana koa na ory mpiray firenena
Ndeha hisoratra anarana hifidy satria
Zava-masina izany ary koa fahendrena

Dia tongava mifidy fizany no adidy
Hampisandratra ambony an'ity nosy ity
Dia antsoy koa ny hafa satria sarobidy
Ny hoe mpiara-monina mifankatia

Ary izao no tsarovy: olona afaka iana
Ny safidy aza amidy amin'ny vola sy harena
Feonao mihitsy no avoaho, ambarao
Mijoroa amin'ny hevitra raisin'ny tena

Amintsika ny fanalahidin'ny ho avy
Hamarino ny anaranao any amin'ny lisitra
Izay feno taona, na lahy na vavy
Aza kamo mifidy raha tsy te-ho gisitra

Koa na inonahatao ho an'ny fampandrosona
Kendrena hampisandratra ity Gasikara
Dia ny fomban'ny vitsika aza hadinoina
Hahamarony isan'ny mpandray anjara

RAZAFINDRATSIMBA Nyrhon

c. Symposium des jeunes

Nombreuses jeunes ont su témoigner leur implication dans préparation, gestion des déroulements des élections présidentielles de 2018 et législatives de 2019. Le partage d'expérience et de discussion des recommandations ces jeunes pour le bon déroulement du processus électoral méritent d'être valorisés. C'est dans cette optique que le symposium des jeunes sur la paix et élection a été organisé par Liberty 32 en partenariat avec AuProG au centre de formation (ou CEFOM) Maibahoaka – Ivato.

Objectifs

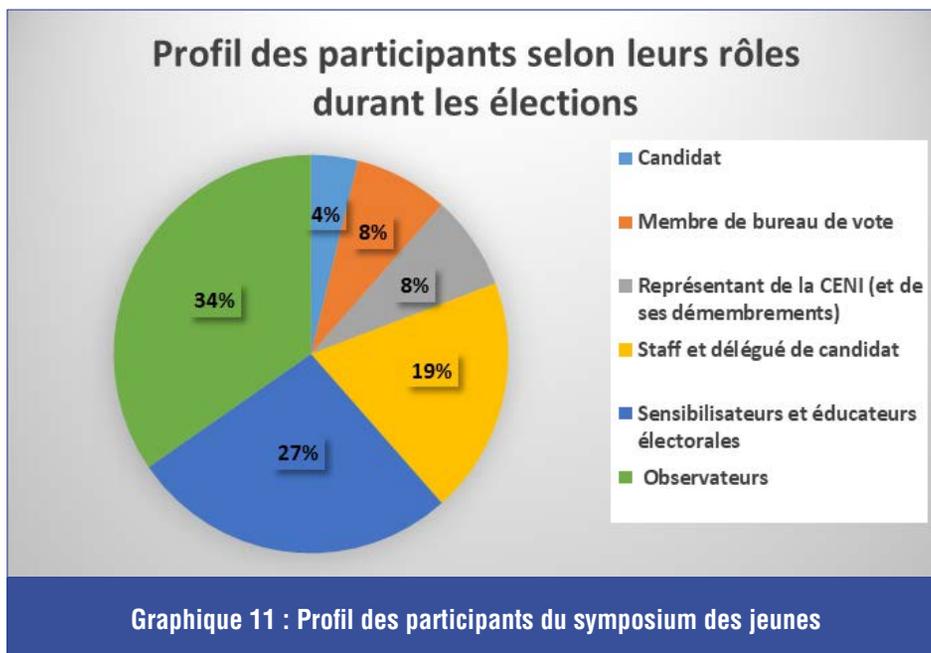
Le symposium a pour but de discuter et reformuler les recommandations des jeunes pour le bon déroulement du processus électoral en vue du maintien d'un climat de paix.

Les échanges et les réflexions se sont portés sur trois axes :

- Encourager la constitution de réseau des jeunes engagés politiquement et dans la vie publique aux plaidoyers en faveur d'un climat de paix du processus électoral ;
- Soutenir les jeunes pour que leurs voix soient entendues pour renforcer la participation des citoyens au processus électoral à travers d'une mise en place d'un espace de discussion ;
- Promouvoir et témoigner l'amélioration de la participation politique des jeunes à travers l'élection.

Participants

29 jeunes engagés (issus de 12 régions de Madagascar) ayant participé activement aux précédentes élections (membres de la CENI et ses démembrements, membres de bureaux électoraux, candidat aux législatives, Staffs et délégués de candidat, agents/animateurs de sensibilisation et observateurs issus des OSCs), ayant entre 18 à 35 ans.



Résultats :

- La constitution de réseau des jeunes engagés politiquement et dans la vie publique aux plaidoyers en faveur d'un climat de paix du processus électoral ;
- La production d'un manifeste compilant les résolutions et les recommandations issues du symposium ;
- Un théâtre de rue à Talatamaty pour la première présentation du manifeste.



Théâtre de la rue effectué par les jeunes,
Talatamaty, juillet 2019

Manifeste

Ce manifeste se porte sur 4 points :

- **L'éducation citoyenne et électorale :**

L'éducation citoyenne et électorale de proximité reste la plus efficace mais il faut tenir compte des cultures locales dans l'approche.

Tous les intervenants (CENI, OSC, partis politiques) sont encouragés à collaborer avec les associations locales existantes pour assurer une large diffusion et un impact plus significatif.

Les jeunes se sont engagés à travailler avec les associations de base au niveau du fokontany et incitent les autres acteurs (CENI, OSCs, partis politiques, citoyen) à en faire autant afin d'assurer un impact significatif et une éducation permanente.

- La communication :

Les jeunes s'engagent à toujours vérifier les informations, ne plus diffuser des rumeurs, animer des émissions radiophoniques pour partager leurs points de vue et réflexion en plus de porter les voix des jeunes.

Les jeunes encouragent la promotion d'espace de dialogue citoyen à la base (et cela avec les démembrements de la CENI).

Ils demandent la facilitation de l'accès des partis politiques aux médias publics pour qu'ils s'impliquent activement dans l'éducation citoyenne de leurs partisans.

Les jeunes proposent de mettre en œuvre une éducation aux médias et à l'information afin d'apprendre aux citoyens quel genre d'informations transmettre, comment les diffuser et comment les consommer.

- Liste électorale et bureaux de vote :

Les jeunes demandent la refonte de la liste électorale qui est souvent source de conflits.

Pour faciliter l'enregistrement des électeurs (inscription et vérification), l'augmentation du nombre de Fokontany est indispensable, surtout dans les localités où les villages sont éparpillés avec une large superficie.

Les jeunes recommandent de rapprocher les bureaux de vote des citoyens, surtout dans les localités enclavées pour que tout un chacun puisse accomplir son droit de vote.

- La gestion des élections :

Il est primordial de valoriser les chefs Fokontany à travers la loi clarifiant le mode de scrutin, leurs responsabilités (TdR), leurs salaires et avantages divers pour qu'ils s'impliquent davantage et puissent travailler sereinement ;

Les jeunes recommandent vivement le renforcement de capacités sur l'éthique et l'intégrité pour que personne ne se laisse plus influencée/manipulée/corrompue.

De plus, les jeunes incitent la CENI de :

- Prendre suffisamment de marge dans l'acheminement des matériels de vote pour éviter les retards qui affectent le bon déroulement du vote le jour J.

- Renforcer le suivi des bulletins de vote non utilisés après le jour du scrutin.

- Les jeunes recommandent une publication officielle des résultats des plaintes déposées par la CENI, les candidats, les OSC et les citoyens dans un souci de transparence.

SUCCEs

- ☛ Nombreux jeunes sont admirés pour les initiatives et leurs prises de responsabilité en dépit de leur jeunesse et aussi la perception de la société malgache que les jeunes ne s'intéressent pas aux élections et à la participation politique.
- ☛ Le sujet sur la prévention de la violence électorale est innovant dans le débat des jeunes pendant la période électorale. Pendant les partages, plusieurs jeunes participants ont témoigné que c'était une première fois pour eux d'assister et de débattre sur la thématique. Certains ont affirmé même que la plateforme de débats et d'initiatives créée par le projet PEV Madagascar leurs a permis de discuter sur des sujets politiques, aussi pour la première fois.
- ☛ La continuité d'une telle initiative -actions des jeunes - a été sollicité partout pour des impacts plus palpables.

CONTRAINTEs

- ☛ L'organisation des activités de sensibilisations sur l'élection, qui est un sujet politique, amenant une manifestation dans la rue est perplexe. Les responsabilisés de la Commune et celle du Préfet de police sur la délivrance d'autorisation sont confuses et la démarche administrative est lourde.
- ☛ Comme la plupart des jeunes engagés dans les activités sont tous des universitaires, leurs disponibilités sont toujours un défi par rapport au chevauchement du calendrier des examens au niveau de l'université et les échéances électorales. Ni le calendrier des élections, ni le calendrier universitaire n'ont été diffusés largement avant.

4. Formation des professionnels de l'information sur le « journalisme sensible aux conflits »

Dans le contexte du journalisme à Madagascar, les principaux défis consistent à privilégier le pluralisme des points de vue dans un environnement où les médias sont les propriétés de politiciens et acteurs économiques ayant des intérêts vis-à-vis du monde politique. Le professionnel des médias se doit alors de concilier respect de l'éthique personnelle et respect de la ligne éditoriale de son média.

4.1) Objectif

La formation vise à contribuer à la création d'un climat apaisé, favorable à la tenue des futures élections à travers l'appui les médias pour qu'ils puissent continuer à intéresser son public tout en adoptant un discours prônant l'apaisement, à promouvoir l'analyse et la réponse non-violente dans le traitement des informations et à jouer le rôle de médiateur.

Spécifiquement, il s'agit de :

- Sensibiliser les professionnels des médias sur leur responsabilité sociale et les préparer à repenser leurs pratiques professionnelles à travers les normes éthiques existantes ainsi que les cas précédemment étudiés par l'Unité de Média Monitoring (UMM) dans le « Guide à l'intention des journalistes : pour un traitement correct, responsable et pluraliste de l'information »,
- Proposer de nouvelles pratiques journalistiques dans le traitement des situations sensibles,
- Renforcer les capacités des professionnels des médias dans la gestion de conflit et l'instauration de la paix.
- Promouvoir et communiquer sur les analyses effectuées par l'Unité de Monitoring des médias auprès de ses principales cibles, en l'occurrence les professionnels des médias.

Formation des journalistes



Antananarivo, mai 2018



Toamasina, mars 2019

4.2) Participants

	Journaliste (faits-divers, politique),
	Journaliste web,
	Directeur de publication, rédacteur en chef,
	Journaliste des radios universitaires (Toliara, Antananarivo, Mahajanga)
	Journaliste reporter d'image,
	Animateur d'antenne,
	Technicien/ cadreur,
	Freelance
	
	
	
	
	
	
	

4.3) Méthodologie :

- Identification des capacités des journalistes à rapporter des faits,
- Retour sur les principes et les fondamentaux du journalisme ;
- Conflits liés aux élections : définition, typologie, contexte électoral à Madagascar; (approche historique, échanges et partages, exercices et cas pratiques) ;
- Travail de réflexion, pratique sur les phases électorales ainsi que les rôles des journalistes en période électorale.

4.4) Résultats :

- 6 ateliers de formation avec la participation de 172 personnes,
- Création du réseau d'acteurs des médias sur une page Facebook « Collectif des journalistes sensible aux conflits »,
- 6 Manifestes des journalistes sensibles aux conflits ».



4.5) Manifeste :

Le manifeste est à la fois une description de la réalité des journalistes avec les raisons pour lesquelles ils ne peuvent exercer leur métier librement, un outil de plaidoyer auprès des patrons de presse dans le but de les engager dans un dialogue sur les exigences du métier et des conditions de travail des journalistes et un outil de sensibilisation des citoyens concernant la réalité et les métiers que les acteurs médiatiques vivent au quotidien.

Les points communs des manifestes :

Constats	Recommandations
Contraintes politiques, religieuses, commerciales, sociales, économiques pesant sur l'indépendance du journaliste.	<ul style="list-style-type: none">• Application de l'article 67 de la loi 2016-029 portant code de la communication médiatisée ;• Accès aux sources d'information et à de nouvelles formes de collaboration avec les différentes catégories d'acteurs (FDS, autorité centrale, population).
Contraintes temps et moyens/ techniques et matériels.	<ul style="list-style-type: none">• Ressources suffisantes et conditions de travail décentes afin de mettre un terme aux « felaka »/ « solom-paladia » ;• Sécurité du journaliste dans l'exercice de son travail.
Contraintes éditoriales : pratique de la censure, des pressions exercées par les patrons de presse.	<ul style="list-style-type: none">• Sensibilisation des patrons de presse aux exigences du journalisme ; à l'impartialité et à l'exactitude des informations.
Lacune des formations initiales – formation sur le tas.	<ul style="list-style-type: none">• Formation continue sur les déficits des journalistes en exercice.
Dérives du traitement des informations – généralisation à un traitement sensationnel de l'information à des fins économiques.	<ul style="list-style-type: none">• Respect de la déontologie et dénonciation de toute dérive (appels à la haine, incitation à la violence, rumeurs et fausses nouvelles).

Manifeste du groupe des participants à la Formation en journalisme sensible aux conflits (Antananarivo, 31 mai 2018)

A l'issue de leur formation, les journalistes constatent :

☛ Les difficultés liées à la pratique du journalisme à Madagascar notamment quant à l'exactitude du traitement de l'information et l'équilibre des points de vue. Difficultés également rencontrées en raison des différentes pressions politiques, sociales, économiques, religieuses et commerciales qui pèsent sur l'indépendance des journalistes et de leurs organes de presse. L'influence des propriétaires des supports sur les rédactions les obligeant à afficher, souvent contre leur gré, des opinions politiques.

☛ Les contraintes de temps, de moyens, de manque de formation qui ne permettent pas la clarté des traitements, détériorent la qualité de leurs productions et leurs diffusions. Elles fragilisent les valeurs professionnelles et mettent en cause l'honnêteté de leur démarche.

☛ La difficulté d'accès aux sources d'information notamment institutionnelles mais aussi du champ économique et politique, ainsi que la discrimination dont font l'objet certains médias. Elles ne permettent pas de garantir une information complète, pluraliste et impartiale. Les journalistes constatent également qu'un certain nombre de médias traitent les informations de façon univoque, en ayant recours à une seule source, le plus souvent non-identifiée.

☛ La pratique répandue du mélange des faits et des commentaires contribue à orienter, manipuler l'opinion et travestit les événements.

☛ Les risques liés à la publication de sondages d'opinion, aux origines douteuses, en particulier destinés à mesurer la notoriété des leaders politiques.

☛ Les dérives du traitement de certains événements au regard du respect de la dignité humaine. La généralisation du recours à un traitement sensationnel de l'information à des fins électorales et économiques.

☛ La pratique de l'autocensure dans certains cas en raison de l'environnement social, économique et religieuse.

☛ La généralisation de la pratique du « felaka » – des propriétaires, aux rédactions en passant par les directions – qui participe à la dégradation de l'activité professionnelle et précarise encore plus les collaborateurs des médias.

Sur la base de ce qui précède, les participants (acteurs médiatiques) recommandent :

L'application de l'Article 67 de la loi 2016-029 portant code de la communication médiatisée stipulant que « Le journaliste a le droit de s'abstenir d'effectuer tout acte professionnel et en particulier d'exprimer son opinion qui soit contraire aux règles d'éthique et de déontologie ; Il n'encourt aucune sanction du fait de son refus » et encourage le respect des obligations professionnelles d'exactitude et d'équilibre des informations. Suggère la mise en place d'une entité indépendante et assermentée disposant d'un mandat contraignant dont l'évaluation rendue publique mesurera le degré de pression exercé dans les différents médias, contribuant à garantir ainsi l'indépendance des rédactions.

- ✦ Le développement d'un accompagnement destiné aux directeurs de rédactions et aux propriétaires des médias pour les sensibiliser aux exigences du journalisme ainsi que des formations pour les journalistes afin de corriger les déficits de formation initiale.
- ✦ L'établissement d'un dialogue entre les acteurs publics et économiques avec les différents responsables de médias afin de garantir un meilleur accès à l'information.
- ✦ De privilégier un traitement journalistique séparant strictement faits et commentaires. Cet objectif nécessite des moyens de formation conséquents dans la durée.
- ✦ D'éviter la publication de sondages d'opinion ou uniquement ceux ayant une valeur d'information incontestable.
- ✦ Le respect de la déontologie et dénoncent sans ambiguïté toute dérive mettant en cause dans les médias la dignité humaine, les appels à la haine, les incitations à la violence et les propos diffamatoires et la propagation intentionnelle de rumeurs et de fausses nouvelles.
- ✦ L'effectivité du droit à l'information des citoyens lorsque l'information est d'intérêt public.
- ✦ Ils demandent une rémunération prenant en compte leur travail, à la hauteur de leurs responsabilités de manière à mettre un terme à la pratique du « felaka ». Ils demandent aux collègues et aux autres acteurs qui travaillent avec les journalistes, de faire appel à leur éthique et leur conscience professionnelle et demandent la prise en charge de toutes les dépenses liées à l'exercice du travail par l'employeur.

PARTIE III : SYNERGIE D'ACTION



Afin de réduire efficacement la violence, il est essentiel d'établir et de maintenir les relations avec tous les acteurs pertinents qui peuvent assurer le suivi ou prendre des mesures fondées sur l'information.

En effet, une collaboration avec toutes les parties prenantes au processus électoral est fondamentale et avant tout chaque acteur devrait connaître exactement son rôle et celui des autres. C'est dans cet esprit qu'un guide est né.

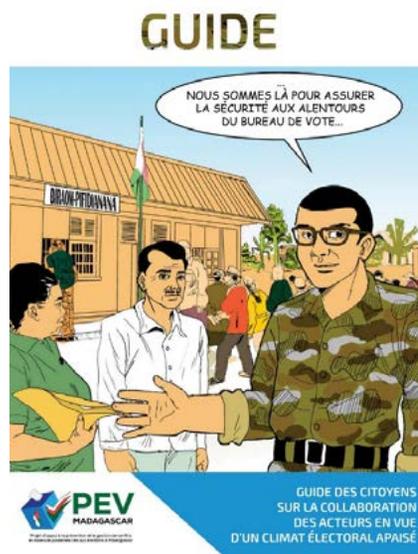
Ce guide qui a été élaboré conjointement et de façon participative, est devenu un outil pour une meilleure collaboration entre des acteurs électoraux contribuant à un climat d'apaisement. Sa distribution et l'appropriation de son contenu ont été effectuées à travers des ateliers d'échanges durant lesquels les partages des expériences ont beaucoup inspiré les acteurs. Par conséquent, plusieurs initiatives se sont découlées de ces ateliers et des actions visant à la consolidation de la paix et de la démocratie ont été concrétisées.

L'efficacité des actions est obtenue par un engagement des acteurs/bénéficiaires et l'expertise de toute l'équipe qui met en œuvre les différentes actions. Tandis que l'obtention d'un climat d'apaisement est assurée par la synergie d'actions de la part de toutes les parties prenantes.

1. Guide des citoyens

Les analyses préliminaires faites dans le secteur de la sécurité amènent à constater un sentiment de méfiance de la part de la population vis-à-vis des forces de défense et de sécurité, liée à la perception que la population se fait d'elles.

Le rôle des forces de sécurité dans le paysage politique en général et dans le processus électoral spécifiquement est la clé, non seulement pour assurer un climat sécuritaire qui donne la confiance aux différents acteurs de s'impliquer dans la vie publique et politique, en particulier les citoyens, et aussi pour gérer les éventuelles tensions liées au processus politique et électoral en général et spécifiquement pour sécuriser le vote. Il est donc important de créer des échanges et collaborations entre les différents acteurs afin de mieux comprendre le rôle de chacun mais également d'encourager un climat de confiance vis-à-vis des forces de sécurité et surtout de la part de la population en général. Pour ce faire, un guide a été conçu et distribué.



1.1) Objectif :

Créer un outil de sensibilisation des acteurs sur les enjeux, les rôles et responsabilités respectifs des acteurs électoraux ainsi que le rappel des normes existantes visant à :

- Informer les citoyens sur les rôles et responsabilités des éléments des forces de l'ordre et de tous les acteurs du processus électoral ; c'est-à-dire comprendre et connaître le rôle de chacun ;
- Soutenir les efforts déployés à Madagascar en vue de renforcer la confiance des citoyens envers les éléments des forces de l'ordre ;
- Encourager la collaboration de tous les acteurs pour un climat électoral apaisé.

1.2) Méthodologie :

Le guide a été élaboré de façon participative et inclusive, en concertation notamment avec les représentants des FDS, les ministères concernés, les autorités publiques, l'administration électorale, les médias ainsi que les OSC actives dans le domaine.

La méthodologie adoptée dans l'élaboration de ce guide se résume en trois phases :

- Phase de cadrage et de documentation ;
- Phase de consultation : mise en place d'un groupe de travail multi-acteur, organisation des focus group, réalisation des Vox Pop, entretiens et organisation d'ateliers d'échanges ;
- Phase de rédaction (avec conception des bandes dessinées) et validation.

1.3) Résultats

- 104 personnes consultées,
- 8 réunions de travail avec le comité technique composé de 27 personnes,
- 3 Focus group dans 3 districts : Betafo (Antsirabe), Toamasina II, Ambohidratrimo,
- Un atelier multi-acteur (atelier de concertation) organisé,
- Plus de 8 000 guides illustrés disponibles en 2 langues (malgache et français),

2. Atelier multi-acteurs :

Plusieurs rencontres à haut niveau ont eu lieu et des lettres de collaboration ont été envoyées au niveau des ministères concernés au début du projet. En général, tant au niveau de la gendarmerie, police et armée, il y a une volonté de collaborer dans le dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide à travers les échanges d'informations et l'intervention durant la formation des coordonnateurs.

Dans l'optique de continuer et élargir cette collaboration et pour faciliter l'appropriation et la dissémination du guide des citoyens élaborés, des ateliers d'échanges ont été organisés par ECES.

2.1) Objectifs

L'objectif général des ateliers d'échanges basés sur la méthodologie LEAD est de renforcer la confiance entre FDS et les autres acteurs électoraux dans la consolidation d'un climat électoral apaisé.

Au titre des objectifs spécifiques, l'atelier vise à :

- Effectuer une analyse conjointe de la situation actuelle pour un climat électoral apaisé,
- Connaître les rôles et responsabilités des FDS et les autres acteurs dans le processus électoral afin de garantir un climat apaisé,
- Connaître les lois sur les élections en cours,
- S'approprier le contenu du guide,
- Définir les recommandations et pistes d'action en termes de collaboration entre les FDS et les autres acteurs.

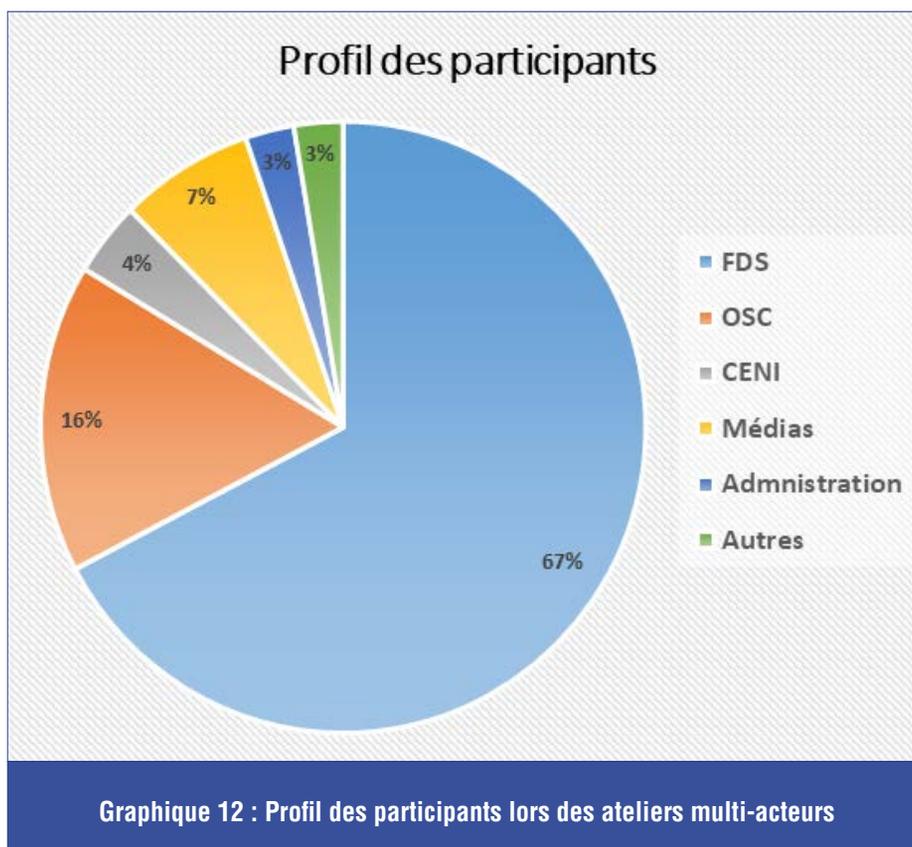
2.2) Méthodologie :

- Présentation sur power point ;
- Travail de groupe et restitution en plénière ;
- Jeux ;
- Témoignages ;
- Partages d'expériences et échanges.

2.3) Participants :

- Démembrements de la CENI,
- OSCs,
- Médias,
- Représentants EMMO : Gendarmerie, Armée, Police,
- CTD,
- Autres : Bianco, administrations territoriales.

2.4) Résultats :



- 6 ateliers d'échanges organisés dans les chefs-lieux de Province de Madagascar avec une participation de 306 personnes dont 206 FDS.
- Plus de 7 000 guides distribués.
- Création des groupes : « acteurs sensibles aux conflits », « Fifidianana milamina »,
- D'autres initiatives entre deux ou plusieurs participants.

Atelier d'échanges multi-acteurs



Atelier d'échanges multi-acteurs à Mahajanga, octobre 2018



Atelier d'échanges multi-acteurs à Fianarantsoa, octobre 2018



Atelier d'échanges multi-acteurs à Toamasina, mars 2018



Atelier d'échanges multi-acteurs à Toliara, avril 2019



Atelier d'échanges multi-acteurs à Diego, avril 2019



Atelier d'échanges multi-acteurs à Antananarivo, septembre 2019

2.5) Initiatives après les échanges

Grâce à ces échanges multi-acteurs organisés dans les chefs-lieux de Province, une synergie a été créée et des actions qui ont été identifiées par les participants ont été mises en œuvre par eux-mêmes.

Pour le cas de Tuléar, des émissions interactives ont été organisées dans des stations privées malgré la réticence des institutions publiques.

Pour Tamatave, des actions relatives à : l'éducation électorale notamment la sensibilisation sur la RALE, la vulgarisation et l'explication des lois électorales ; l'observation électorale du jour J et du comptage des voix et d'acheminement des résultats ont été effectuées, et ce, à part les échanges d'information en permanence entre OSC, FDS et CEP/CED.

Pour Diego, plusieurs initiatives ont été prises conduisant au renforcement d'un groupe de travail multi-acteur. Des séances de travail ont été conduites, des débats (avec les partis politiques), des éducations et sensibilisations électorales utilisant les outils disponibles, des observations électorales et même des partages d'informations.

The image shows a Facebook page for 'Fifidianana milamina'. The page header includes interaction buttons: 'J'aime déjà', 'Déjà abonné(e)', and 'Partager'. The profile picture is a group photo of people. The page name is 'Fifidianana milamina' with a navigation menu on the left containing 'Accueil', 'Publications', 'Avis', 'Photos', 'À propos', and 'Communauté', along with a 'Créer une Page' button. The main content is a poster for 'Fifidianana Solombavambahoaka 27 mey 2019'. The poster features the logo of 'CENI' (Commission Nationale Électorale) and the slogan 'rehefa hifidy aho, ireto no dingana arahiko'. Below the slogan are four images with captions: 1. 'Jereko ao anaty lisi-pifidianana ny anarako' (Look at the list of candidates); 2. 'Raisiko ny bileta tokana misy ireo sonia roa ao ivohony' (Put the ballot in the box with two holes); 3. 'EFITRA FISAINANA' (Election Process); 4. A person's hands holding a ballot.

3. Un partenariat entre les acteurs de la société civile

L'engagement et le professionnalisme des points focaux et coordonnateurs contribuent fortement au bon fonctionnement du dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide. Ils résultent d'un partenariat entre les organisations de la société civile à savoir KMF/CNOE, Liberty 32, Coalition des radios et ECES.

Notons que les organisations nationales assurent l'accompagnement et le suivi des points focaux et coordonnateurs. En effet, la stratégie adoptée, qui est le fruit d'une réflexion commune avec les responsables de ces organisations depuis le début du projet, repose sur 3 aspects :

- Sélection rigoureuse des coordonnateurs et points focaux,
- Renforcement de leurs capacités,
- Leurs Implications.

3.1) Sélection des coordonnateurs et points focaux

Les coordonnateurs et points focaux ont été recrutés sur la base d'un appel à bénévolat en soumettant des dossiers de candidature constitué d'un CV, d'une lettre de motivation et d'une lettre d'engagement de l'organisation source.

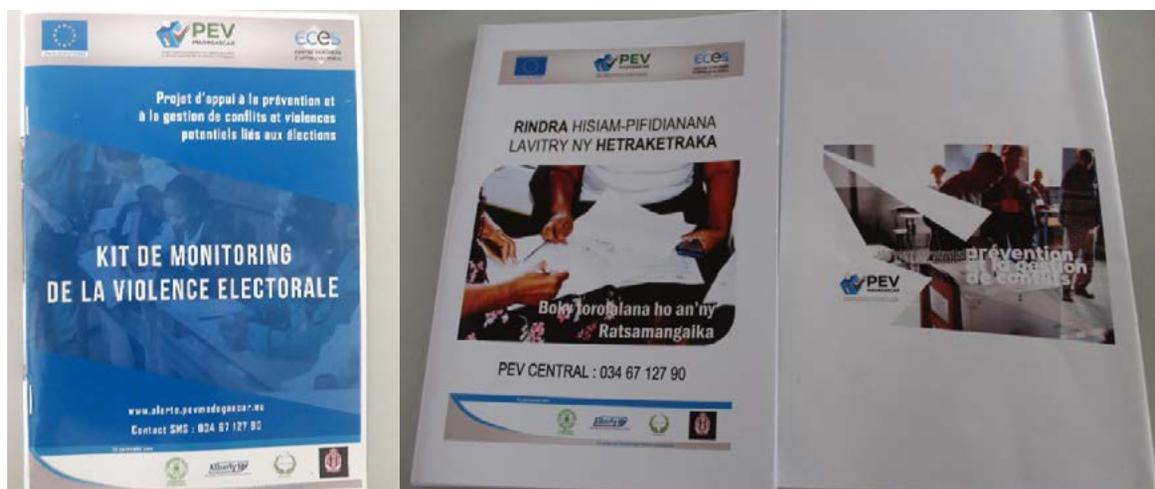
La sélection repose sur des critères bien définis comme être membre d'une organisation de la société civile, être neutre (ne possédant aucune affiliation politique) et surtout résidant dans la localité de déploiement.

TERME DE REFERENCE DE L'APPEL A MANIFESTATION DES POINTS FOCaux (BENEVOLES)	
Titre	: Formation pour les bénévoles qui seront des points focaux
Lieu	: Antsiranana
Durée	: 5 jours
Période	: 30 et 31 juillet, 01,02 et 03 août 2018
IV - Cibles	
Membres des Organisations de la société civile actives dans les élections et la consolidation de la paix :	
Districts concernés: Antsiranana I et II, Ambilobe, Ambanja, Nosy Be.	
Profil des candidat(e)s :	
<ul style="list-style-type: none">• Ayant des notions en engagement civique et en démocratie, la connaissance du processus électoral serait un atout;• Ayant une connaissance du contexte politique malgache et les situations économiques, sociales et politiques locales ;• Ayant une compréhension du français à l'écrit et à l'oral ;• Disponible pendant la formation ;• Prêt(e) à s'engager de manière bénévole dans les activités du projet après la formation ;• Etre membre actif d'une organisation de la société civile• Respectant les valeurs suivantes : neutralité, impartialité, solidarité et honnêteté.	
V - Modalités de candidature	
Les personnes intéressées peuvent envoyer leur dossier composé de lettre de motivation, lettre d'engagement signée et visée par l'organisation source et un curriculum vitae avec photo récente à dina.ranaivo@eces.eu , ou	

3.2) Renforcement de capacités

Comme la prévention et la gestion de conflits et violences liés aux élections sont des thématiques nouvelles, des renforcements de capacités sont indispensables et surtout qu'un des objectifs de l'action est la création d'un réseau d'observateurs citoyens actifs, professionnels qualifiés qui assurent la surveillance et la réduction de la violence.

Plusieurs séances de travail ont été dédiés à la préparation des ateliers de formation pour identifier les différentes sessions et méthodologies, développer le curricula et concevoir les outils pour les participants : kit de monitoring, lettre d'introduction, charte d'engagement et d'éthique, les canevas de rapports, T-shirts/gilets.



Kit de monitoring de la violence électorale pour les coordonnateurs (à gauche) et pour les points focaux (à droite)



Les coordonnateurs PEV de la région DIANA (avec leurs gilets)

Si KMF/CNOE possède des expériences solides (de 30 ans) en matières électorales, Liberty 32 apporte sa contribution dans l'innovation des approches et les sessions sur le leadership et l'engagement.

Ainsi, toutes les formations des coordonnateurs et points focaux ont vu l'intervention des différentes organisations qui est un bon exemple d'une synergie d'action. Un des succès de la formation réside dans les séances pratiques et les échanges d'expériences. Plusieurs participants ont salué le professionnalisme et le dévouement de tous les intervenants.



Formation des points focaux à Fianarantsoa, avril 2018



Formation des points focaux à Antananarivo, mai 2018



Formation
des points focaux
à Toamasina, mai 2018



Formation
des points focaux
à Toliara, juin 2018



Formation
des points focaux
à Morondava, juin 2018

**Formation
des points focaux
à Majunga, juillet 2018**



**Formation
des points focaux
à Diego, août 2018**



**Formation
des points focaux
à Sambava, août 2018**



3.3) Implication des coordonnateurs et des points focaux

Les coordonnateurs et les points focaux qui sont des volontaires jouent un rôle majeur au sein du mécanisme mis en place par l'équipe du projet PEV tant au niveau des signalements (incidents de violence électorale, informations locales) qu'au niveau d'organisation des réponses.

KMF/CNOE et Liberty 32 auxquelles ils sont affiliés ont su les soutenir et les accompagner en utilisant une bonne stratégie qui repose sur plusieurs valeurs :

- L'écoute active et la disponibilité,
- L'encouragement à travers des remerciements et des félicitations,
- La culture de feedback à travers des réunions et team building,
- Le partage surtout des astuces et de bonnes pratiques,
- Le suivi-évaluation.

Les coordonnateurs et points focaux sont en contact permanent avec l'équipe des organisations centrales.

A part les organisations, ils sont en relation avec l'équipe centrale du monitoring de la violence électorale qui est toujours là à les écouter, les conseillers et les orienter.

Un fort engagement et un esprit d'équipe ont animé toutes les personnes ressources qui ont contribué au fonctionnement du dispositif d'alerte précoce et de réponse rapide. Une franche collaboration avec une réelle volonté de contribuer à la consolidation d'un climat électoral apaisé a été remarquée depuis le début du projet.

4. Complémentarité des actions :

4.1) CENI

La CENI, de par ses actions, a beaucoup contribué à la prévention et à la gestion de conflits et ceci (entre autres) à travers les différents cadres de concertations, communications sur ses actions, réponses aux demandes venant de la classe politique (par exemple l'audit du fichier électoral, la confrontation des PV), ...

Elle est aussi la première consommatrice des produits du projet PEV Madagascar. Grâce aux résultats du monitoring des médias et de la violence électorale, la CENI a pu prendre des mesures spontanées et résoudre en temps réel des potentiels foyers de tension.

Il est important de souligner la disponibilité et l'ouverture de la part de cette institution qui intervenait toujours, à l'invitation de l'équipe du projet, lors de formations et ateliers d'échanges (débat, symposium des jeunes), les émissions radiophoniques ou lors de la production des spots télévisés et les cadres de concertation.

4.2) HCC

Les initiatives de la HCC à savoir :

- La suppression des articles qui font l'objet de contestation dans les lois électorales,
- La demande de mise en place d'un gouvernement de consensus qui a mis fin aux conflits entraînant les manifestations dans les rues,
- La vulgarisation des lois électorales au niveau des chefs-lieux de Provinces,
- L'organisation de la formation des formateurs sur les contentieux,
- L'utilisation d'une autre méthode durant le traitement des résultats,

contribuent fortement à l'apaisement du processus électoral.

4.3) FDS

La grande ouverture des forces de défense et de sécurité a facilité toutes les actions menant à l'apaisement. Dès le début du projet, une collaboration bilatérale a été instaurée. Les FDS ont accès à la base de données (les informations brutes venant du terrain) et l'équipe du projet a pu compter sur les forces pour le recoupement des informations. Une synergie d'action a eu lieu pour arriver à un bon résultat. Les actions du projet sont complémentaires à celles des FDS, en particulier en matière de sécurisation du processus électoral. Grâce à leurs témoignages lors des ateliers d'échanges multi-acteurs et les cadres de concertation, les autres acteurs électoraux ont pu comprendre exactement leurs rôles et vice versa. Par conséquent, un nouveau réseau a été créé entraînant une collaboration étroite entre les acteurs au niveau local ce qui a pu contribuer à plus de confiance entre la population et les FDS.

Le guide qui a été conçu de manière participative (entre autres avec les FDS) sert d'outil de formation au sein des forces.

ACQUIS

La synergie d'action et la collaboration efficace constituent une garantie de l'apaisement.
Pour y arriver, il faut donc :

- 🌿 Le soutien permanent,
- 🌿 L'innovation dans les approches et les actions,
- 🌿 La convergence de toutes les activités,
- 🌿 La confiance mutuelle,
- 🌿 La capacité d'adaptation,
- 🌿 La valorisation de toutes les ressources existantes,
- 🌿 La notoriété et les expériences des partenaires nationaux.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



Les réalisations dans le cadre du projet PEV ont inspiré chacun des bénéficiaires directs et les acteurs clés du processus électoral. Même s'il est difficile de mesurer les impacts directs, les témoignages des parties prenantes permettent d'affirmer que les différentes initiatives du projet ont pu contribuer à l'apaisement du climat électoral et au renforcement de la culture de la paix et de la démocratie.

Quelques exemples d'impacts directs peuvent être cités, notamment :

- L'initiation au journalisme citoyen (information citoyenne) et sensible au conflit,
- L'intégration de la surveillance de violence dans l'observation des élections,
- Le renforcement des capacités locales,
- Le renforcement de la crédibilité des sections locales des organisations nationales,
- Le renforcement des relations entre les différents acteurs électoraux : administration électorale, administration territoriale, force de défense et de sécurité, acteurs politiques, société civile locale, médias locaux,
- Le développement des clubs de débats en vue d'aborder les questions relatives aux conflits et d'encourager les initiatives locales en termes de solutions,
- La création d'un nouveau réseau multi-acteur,
- La promotion des actions directes (par exemple : réponse donnée ou mesure prise après un signalement d'incident de violence électorale, les activités de sensibilisations de proximité) pour des élections pacifiques et la culture de la paix et de la tolérance.

Pour pérenniser les résultats et acquis du projet et pour plus d'impacts dans la promotion de la paix, les recommandations suivantes sont à prendre en compte :

- Donner plus d'espace d'expression citoyenne surtout au niveau communautaire : donner la parole à la population et pratiquer à l'écoute active afin de collecter ses préoccupations pour mieux détecter les foyers de tension afin d'en discuter et prévenir les conflits,
- Renforcer la communication entre tous les acteurs impliqués dans le processus électoral (à savoir CENI, FDS, autorités administratives, OSCs, médias) afin de partager des informations vérifiées en temps réel et permettre l'organisation la réponse adéquate,
- Renforcer « l'éducation à la citoyenneté » dès l'école primaire, au sein de la communauté et auprès des médias,
- Renforcer les engagements de chacun et de chaque entité (surtout les OSCs et CENI) en :
 - Renforçant les capacités des structures de base,
 - Elargissant les cibles des actions,
 - Pérennisant les structures mises en place telles que le groupe multi-acteurs : continuer les actions dans le temps et élargir les domaines d'actions (au-delà de la prévention et gestion de conflits électoraux), les faire connaître et maintenir les relations à travers la création d'un compte Facebook, l'invitation des personnes intéressées à interagir sur Facebook (mobilisation des réseaux et connaissance de chacun), la promotion des

échanges de bonnes pratiques et les encouragements et soutiens permanents.

- Renforcer les collaborations entre les différentes organisations en :
 - Encourageant la « culture de la paix »,
 - Mettant en place la « situation room » à la base,
 - Renforçant la collaboration des observateurs (tout en considérant le volet sur les violences électorales),
 - Transposant les techniques et expériences acquises dans PEV au sein des entités d'origines.
- Consolider les relations avec les FDS : continuer les échanges et action avec les FDS.
- Inviter les acteurs politiques à participer dans les différentes formations et échanges,
- Maintenir les relations établies entre les partenaires (qui ont mis en œuvre le projet) à tous les niveaux (à la base jusqu'à l'équipe nationale).
- Elargir le monitoring aux travaux parlementaires, c'est-à-dire collecter des données relatives aux sessions ordinaires et extraordinaires, les projets et propositions de lois votés, les initiatives des parlementaires (collecte des besoins auprès de la population, compte rendu/réunion auprès de la population, ...).
- Etendre les actions de prévention de conflits et violences à la dimension sociale et économique.

PRESENTATION DES STRUCTURES



1. ECES (ou Centre Européen d'Appui Electoral)



Le Centre Européen d'Appui Électoral (www.eces.eu) est une fondation privée sans but lucratif, dont le siège est à Bruxelles, avec une vocation mondiale.

La mission d'ECES est de promouvoir un développement démocratique durable, à travers des services de conseil et de soutien opérationnel pour la mise en place de cycles électoraux, en faveur des organes de gestion électorale et des organisations régionales et internationale.

ECES favorise le développement démocratique durable grâce à la mise à disposition de services de conseil, de soutien et de gestion de projets et de fonds de panier commun en faveur des processus électoraux et travaille avec toutes les parties prenantes aux élections. Les activités de développement de capacité sont au cœur du travail d'ECES et sont fournies par échanges d'expériences, collaboration Sud-Sud et le partage des meilleures pratiques et ceci dans le but d'assurer la durabilité, l'efficacité et l'appropriation locale.

ECES a élaboré la stratégie «Une réponse européenne à l'appui au cycle électoral» (EURECS). EURECS est un mécanisme novateur pour mettre en œuvre, conformément aux valeurs européennes et aux politiques de l'UE, des activités d'assistance électorale et démocratique et adresser les recommandations formulées par les Missions d'Observation Electorale de l'UE. EURECS adopte une approche inclusive comprenant un large éventail d'acteurs électoraux afin d'assurer la mise en œuvre des actions à caractère globales et durables visant à prévenir, atténuer et la gérer les conflits électoraux. Cette méthodologie est protégée par un Droit d'Auteur et est elle-même composée de plusieurs activités, également protégées par un Droit d'Auteur. Parmi ces activités, on retrouve justement l'approche de Prévention des violences potentielles et des Conflits liés aux Elections (PEV) qui est une approche unique visant à prévenir et gérer les conflits et la violence liés aux élections.

ECES a travaillé à Madagascar depuis 2013 à travers la mise en œuvre de plusieurs projets sur les élections, le leadership et la consolidation de la paix.

Contact :

Bureau régional Madagascar : Lot IBF 16 Ter A Antsahavola, Antananarivo

Tel : (+261) 20 22 204 31

Web: www.eces.eu

Facebook: [European Centre for Electoral Support](https://www.facebook.com/European-Centre-for-Electoral-Support)

2. KMF/CNOE :

KMF/CNOE ou Comité National d'Observation des Elections – Education des citoyens est une association apolitique, indépendante de tout parti politique, excluant toute forme de discrimination et s'inspirant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Il a pour objet de promouvoir et de consolider la démocratie ; la justice sociale et l'Etat de droit ; la bonne gouvernance ; la transparence et la redevabilité ; la lutte contre la corruption ; la citoyenneté responsable dans tous les domaines, entre autres (social, économique, culturel et environnemental).

Les membres de l'organisation vivent les valeurs suivantes : la justice, la neutralité active, la responsabilisation, l'équité, la bonne gouvernance, la transparence, l'information, la communication, le bénévolat, le partenariat et l'engagement.

Depuis sa création, KMF/CNOE –Education des citoyens ne cesse, depuis sa création, d'œuvrer dans les trois missions suivantes :

- Education des citoyens,
- Observation de la vie publique,
- Observation des élections.

KMF/CNOE –Education des citoyens compte 109 Sections au niveau des Districts, dont une Section équivaut à un District, des 22 régions de Madagascar.

Contact :

Lot IVG 204 Appartement 40 – Escalier II Immeuble SANTA 2, Antanimena

Antananarivo 101, Madagascar

Tél.: (+261) 20 22 617 78 – (+261) 34 17 750 91

Web: www.kmf-cnoe.org

Facebook: [Kmf/cnoe Education des citoyens](#)

Email: cnoe@moov.mg



3. Liberty 32



Ensemble, construisons un lendemain meilleur

Liberty 32 est une organisation malgache de bénévoles, à but non lucratif, qui pratique la recherche-engagement, axée sur la participation civique et politique des citoyens, promeut la gouvernance effective et l'Etat de droit, l'empowerment

des femmes et des jeunes et la culture du volontariat.

En 2018, Liberty 32 a affirmé son engagement de ses 7 dernières années d'existence, en reformulant sa vision.

Citoyens malgaches exigeants, résistants et porteurs de changement durable.

Les valeurs que les membres partagent et vivent sont : la diversité, la transparence, le volontariat, l'altruisme, la loyauté, l'honnêteté et la neutralité.

Ces actions visent à propager l'espoir en un changement positif et un esprit critique avec et à travers chaque citoyen malgache qui mène chaque jour des actions pour faire la différence au sein de leurs communautés - pour la PAIX, la DEMOCRATIE, et l'EDUCATION.

L'association a actuellement des membres au niveau de 10 régions de Madagascar dont Alaotra Manogoro, Analamanga, Anosy, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Boeny, Bongolava, DIANA, Itasy, Menabe, mais mène ses activités dans toutes les régions en collaborant avec des différents partenaires formels et non-formels.

Contact :

Lot II K 36 Ter A Mahatony Soavimasoandro

Antananarivo 101, Madagascar

Tél.: (+261) 34 15 154 12

Web: www.liberty32.mg

Facebook: [Liberty 32](https://www.facebook.com/Liberty32) (@Liberty32.Madagascar)

Twitter: @[Liberty32_mg](https://twitter.com/Liberty32_mg)

Instagram : [liberty32_madagascar](https://www.instagram.com/liberty32_madagascar)

4. Coalition des radios pour la consolidation de la paix

La Coalition des radios pour la consolidation de la paix à Madagascar est une association malagasy à but non lucratif. Elle a vu le jour en février 2014 et regroupe 29 radios réparties dans 11 régions de Madagascar. L'objectif premier est de professionnaliser et revaloriser les métiers de la radio et d'en faire une tribune d'expression et de participation citoyenne.

La vision de la coalition des radios est : « une société vivant en paix, s'échangeant librement les opinions et informations, travaillant ensemble pour le développement de Madagascar ».

La coalition des radios se donne pour mission de promouvoir la culture de la paix, la liberté, la dignité, l'unité et la participation citoyenne à travers des actions de communication, d'éducation et de renforcement de capacités des parties prenantes au développement de Madagascar.

Elle a développé des expériences probantes en :

- Production d'émissions, magazines, théâtres radiophoniques, spots et autres formats radiophonique et a également des expériences en organisation de débats médiatisés et possède un studio de production,
- Organisation de débats médiatisés,
- Conception et gestion de projet/programmes de développement répondant à leur mission et valeurs,
- Formations sur la gestion de conflits, techniques de production de contenu médiatiques,
- Production de documents d'investigations,
- Lobby et plaidoyer sur les thématiques des médias, paix, liberté d'expression et droits humains.

La coalition des radios possède un studio de production à la pointe de la technologie.

Contact :

Lot II K 38 Ter B Mahatony Soavimasoandro

Antananarivo 101, Madagascar

Tél.: (+261) 34 05 523 94

Email : radios2016@gmail.com

Facebook: [coalition des radios](https://www.facebook.com/coalition-des-radios)



5. AUProG



L'AUProG ou Association des Universitaires pour la Promotion du Genre est un groupement national de personnes engagées pour la promotion du genre en milieu universitaire. C'est une association libre et indépendante rassemblant des enseignants et des étudiants qui militent pour la promotion des Droits Humains.

AUProG inscrit ses missions dans la lutte pour l'épanouissement des Droits de l'Homme, des Droits Humains, la Paix et le Développement, la lutte contre toute forme d'oppression et de discrimination au

niveau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, la lutte contre toute forme de violence basée sur le Genre ainsi que la promotion du Genre, de l'égalité et la justice.

L'Association soutien et appui les recherches et formations en Genre et développement. Pour ce faire, elle organise des activités de sensibilisation, des conférences, des débats, des ateliers de formation, des activités culturelles (flash mob, tournois sportifs, etc.). Aussi, elle offre des encadrements et des stages pour les jeunes chercheurs en Genre. L'Association des Universitaires pour la Promotion du Genre intervient également dans la campagne de réduction des abandons scolaires des jeunes filles au niveau de l'enseignement secondaire.

AUProG possède 6 antennes dans les 6 universités publiques de Madagascar.

Contact :

Lot VT 67 C Bis Ambohibato Ambohipo

Antananarivo 101, Madagascar

Tél.: (+261) 34 01 989 92

Email : auprogenre.tana@gmail.com

Facebook: [Association des Universitaires pour la Promotion du Genre](#)

6.CID

L'ONG « Communication-Idea-Development » (CID) ou Hai-Serasera Manonga Dia, a été créée en août 2016 par une équipe de jeunes communicateurs désireux d'apporter une contribution active au renforcement du processus de démocratisation, à la promotion des droits fondamentaux et au développement des médias. Elle n'est affiliée à aucun parti politique, ni groupement confessionnel et inscrit ses actions dans une démarche innovante, rassemblée autour de valeurs fortes : créativité, intégrité, innovation, engagement.



COMMUNICATION IDEA DEVELOPMENT
HAI-SERASERA MANONGA DIA

CID s'est donné comme principales missions le développement des médias et la promotion de la participation citoyenne.

Le développement des métiers de l'information et de l'environnement médiatique consiste principalement à appuyer les différents acteurs des médias pour qu'ils :

- Contribuent à l'amélioration d'un environnement favorable à l'épanouissement des Droits de l'Homme, notamment du droit à l'information et de l'égalité des genres,
- Soient un acteur de paix sociale,
- Soient un acteur majeur de la crédibilité et de la transparence du processus électoral.

La promotion de la participation citoyenne à la vie publique vise principalement à :

- Favoriser l'expression des citoyens et stimuler leur intérêt pour des questions d'intérêt public, en particulier au niveau des jeunes,
- Contribuer à la promotion de la bonne gouvernance en renforçant la mission de contrôle de l'action publique par les citoyens.

Contact :

Lot VI 2 Bis Ambatoroka

Antananarivo 101, Madagascar

Tél.: (+261) 32 86 104 38

Email : mirana.razafindrazaka@cid.mg

Atelier de capitalisation à Antananarivo, juillet 2019

Remise des guides des citoyens à la gendarmerie de Majunga, octobre 2018

Exposition lors de la semaine de l'Europe à Ankorondrano, mai 2018

Atelier de partage et dissémination des acquis à l'Université de Toamasina, octobre 2019

Réunion du comité d'échanges et de conseils à Antananarivo, janvier 2019

Deuxième formation des points focaux (de la région Menabe, Vakinankaratra, Analamanga, Bongolava) à Antananarivo, janvier 2019

Atelier d'échanges multi-acteurs (avec les FDS) à Toliara, avril 2019

Formation des points focaux à Toliara, juin 2018

Débat multi-acteurs à Fianarantsoa, février 2019

Cadre de concertation à Antananarivo, août 2018

Deuxième formation des Points focaux des régions de DIANA, Boeny, Sofia, Betsiboka à Diego, février 2019

Symposium des jeunes à Maibahoaka Ivato, juillet 2019

Séminaire des jeunes à Majunga (écriture de message), juillet 2018

Atelier d'échanges multi-acteurs (avec les FDS), Fianarantsoa 2018

Formation des points focaux à Morondava, juin 2018

Remise des prix aux coordonnateurs et points focaux à Antananarivo, octobre 2019

Situation room à Antananarivo, mai 2019

Exposition des réalisations du projet PEV Madagascar et messages des jeunes à Fianarantsoa, février 2019

Conception graphique et mise en page

Léocady Augustin Razanadradodo, Graphiste et Web designer



Projet d'appui à la prévention et à la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar

